

Ecrits et Manuscrits de la Médiation Familiale

Directeur de Publication : Bernard CORTOT

Comité de Lecture :
Claire Denis – Coordinatrice
Maïté Lassime
Cristina Sans
Chantal Waysman

« Du Pouvoir et de l'Autorité en Médiation Familiale »

Colloque APMF – La Rochelle
Les 27 et 28 Avril 2006

Sommaire

Introduction au Colloque de La Rochelle

Bernard CORTOT

Médiateur Familial (Lille)

p. 5

Introduction

Claire DENIS,

Médiatrice Familiale (La Rochelle)

p. 7

Plénière 1

« A propos du pouvoir et de l'autorité : points de vues théoriques »

- Laurence CORNU,
Philosophe (La Rochelle) p. 9
- Jean Marc GHITTI,
Anthropologue (St Hostein – Haute Loire) p. 16
- Didier LAMBERT,
*Psychiatre des hôpitaux, chef de service de l'inter secteur de pédopsychiatrie,
Psychanalyste, Président du comité d'Ethique du centre hospitalier de La Rochelle* p. 22

Plénière 2

« Pouvoir et autorité : questions et réponses sociales »

- Benoit BASTARD,
Sociologue, CNRS (Paris) p. 25
- Geneviève SOCHACKI
Vice-présidente du Tribunal de Grande Instance (Rennes) p. 32
- Marc JUSTON
Magistrat (Nîmes – Gard) p. 33

Plénière 3

« La question du pouvoir et de l'autorité en séances... »

- Alain VALTIER
Psychiatre, Psychanalyste, Psychothérapeute de couple (Paris) p. 50
- Laurence GERMAIN
Avocat (Saintes) p. 52
- Bernard CORTOT
Médiateur Familial (Lille) p. 56

Plénière 4

« Du pouvoir et de l'autorité en médiation familiale »

- Fanette DUCHESNE p. 60
Médiatrice Familiale - Planning Ourthe-Ambève Aywaille
Collectif contraception Seraing - Belgique
- Catherine GASSEAU p. 72
Médiatrice familiale et directrice de l'association Résonances (Bouches du Rhône),
Juriste, formatrice en droit de la famille appliqué à la MF et
Responsable de modules de droit des formations menant au Diplôme d'Etat de la MF
(notamment IRTS PACA Corse et IRTS Besançon).
- Dominique LEFEUVRE p. 75
Médiateur Familial (Paris)
- Marie-Josée PAHIN p. 78
Médiatrice Familiale (Marseille)
- Agnès VAN KOTE p. 80
Médiatrice Familiale (Versailles) – Directrice (APME Médiation 78)
Coordinatrice Certificat Européen de Médiation Familiale Internationale (IUKB)

Communication libre

- Victoria MIZRAHI p. 85
Vice-présidente de l'Association Nationale des Conseillers Conjugaux et Familiaux (La Rochelle)

o

Le Comité de Lecture a souhaité respecter strictement la présentation, mise en page des textes tels qu'ils ont été délivrés par leurs auteurs. La demande des intervenants allait dans ce sens.

Introduction au Colloque de La Rochelle

Bernard CORTOT

Médiateur Familial (Lille)

Bonjour à tous et merci d'avoir répondu à l'invitation de l'APMF qui vous invite à la réflexion, au cours de ces deux journées, sur la question du pouvoir et de l'autorité.

En Juin 2004 nous vous proposons un colloque centré sur la question des modèles et des pratiques en médiation familiale, aujourd'hui ces journées de La Rochelle viennent tout naturellement s'inscrire dans la continuité de ces réflexions d'hier.

« Sans pouvoir de décision... »

Tel serait la principale qualité que la puissance publique attribue au médiateur familial !

Si l'on en croit la définition retenue à l'occasion de la création en 2004 du diplôme d'état de médiateur familial, confiée pour sa mise en œuvre à la...

« Direction générale de l'action sociale... »

Le médiateur *reconnu là... sans pouvoir* devenant par la grâce de l'institutionnalisation de son activité un acteur *ici... du social...* Activité particulièrement difficile à définir autrement qu'en référence au... nécessaire contrôle social !

Paradoxe ou contradiction...mais notre république n'est-elle pas

« Indivisible, laïque, démocratique et... sociale... » Art. 1 de la constitution du 10 octobre 58.

Et la question sociale n'est elle pas matrice d'une organisation collective référencée à l'aune de la démocratie ?

***S'il n'a pas de pouvoir de décision de quelle nature serait donc son pouvoir ?
Car si l'on en croit M. FOUCAULT le pouvoir serait présent dans toutes les relations humaines.***

Le plus faible ne cherche t-il pas «naturellement » des coalitions pour échapper à sa condition du moment et le plus fort n'aspire t-il pas, tout aussi naturellement, à pérenniser une situation qui lui convient ?

Dans la séparation, les alliances simulées, les disqualifications cachées, les conflits viennent briser les liens d'hier, bouleverser l'harmonie patiemment construite et la rupture vient porter sur la place publique les problèmes de l'ordre de la sphère privé.

Dans ce contexte, le premier pouvoir du médiateur ne réside t-il pas dans la transformation de cette dyade impossible, née de la séparation, et qui ne peut constituer une organisation durable...

En une triade relationnelle ou va pouvoir naître une nouvelle identité collective articulée sur d'autres liens ?

Théodore CAPLOW répétait hier que toute interaction est par essence triadique. Reste à se pencher sur la dialectique «secrète» en œuvre dans l'espace de médiation familiale et la manière dont le praticien se met en scène ...son pouvoir... pour que la séance soit justement une séance de médiation...où, avant qu'une possible élaboration consensuelle attendue par le corps social... l'opposition à l'autre, essence de la démocratie, puisse y trouver place.

C'est bien autour de cette alchimie là que nous allons échanger au cours de ces deux journées !

Je ne voudrais pas «ouvrir» ces deux journées de travail sans remercier la FLASH et tous ceux qui, ici, ont grandement favorisé la mise en œuvre de ce colloque.

Et puisque la médiation familiale a été rangée du côté des «activités du social» et que nous sommes à La ROCHELLE Peut être pourrions nous emprunter ces mots que Camille DESMOULIN prononçait le 5 pluviôse de l'AN II en évoquant la république

« La devise des médiations, ce sont les vents qui soufflent sur les flots de la mer, ils les agitent... mais les élèvent... »

Il me reste, d'une place que je voudrais d'autorité... mais à défaut en vertu des pouvoirs que me confère la présidence à vous souhaiter :

Bon colloque !

Introduction

Claire DENIS

Médiatrice Familiale (La Rochelle)

Bienvenue à La Rochelle, belle et rebelle.

Bienvenue, entre terre et mer...

Pourquoi poser, aujourd'hui, la question du pouvoir et de l'autorité en médiation familiale ?

Poser la question du pouvoir et de l'autorité, c'est ouvrir à penser le passage entre fonction et profession autorisée ; c'est envisager le pouvoir et l'autorité liés à la reconnaissance. C'est aussi penser la place de médiateur institué en lien avec l'espace citoyen et les institutions.

Cette rencontre autour du pouvoir et de l'autorité en médiation familiale est aussi un temps pour donner du sens aux interventions dans le lieu même de la médiation où se jouent des rapports de force, où s'exercent la domination, le contrôle, la séduction, la manipulation et aussi, l'écoute mutuelle, le débat, la loyauté, le partage, l'échange.....

Une rencontre sur ce thème nous invite encore à nous pencher sur notre propre relation au pouvoir et à l'autorité et aussi à envisager ce qui nous autorise à prendre la place du médiateur familial, avant de la quitter

Nous avons demandé à madame Laurence Cornu, à messieurs Jean Marc Ghitti et Didier Lambert de nous aider à prendre de la hauteur sur ces sujets :

Qu'est ce que le pouvoir et l'autorité ?

Quelles formes empruntent-ils ?

Quelles forces les habitent ?

Pourquoi les désirer, les fuir, s'y soumettre, les prendre ?

Qu'est ce qui peut les rendre légitimes, destructeurs et constructeurs ?

Nous n'attendrons pas ici des réponses mais des repères à penser.

Plénière 1

« A propos du pouvoir et de l'autorité : points de vues théoriques »

« Si deux personnes s'accordent entre elles et unissent leurs forces, elles auront plus de pouvoir ensemble que chacune des deux n'en avait à elle seule »

Spinoza.

Quelques réflexions sur les notions de pouvoir et d'autorité

Laurence CORNU
Philosophe (La Rochelle)

Les médiateurs ont *des pouvoirs* que l'on peut inventorier en décrivant ce qu'ils font et qui est bien ce qu'ils « ont le pouvoir de faire », « concrètement » : ils *peuvent* accepter, proposer, commencer, interrompre, reformuler, inciter, inviter, inspirer etc. Ils ne peuvent pas dire la loi, obliger ni contraindre. Ils pourraient juger moralement, se montrer réprobateurs, exercer ce pouvoir subtil d'influence, et certains se le sont interdit par déontologie. Il est donc important de distinguer les pouvoirs que l'on n'a pas, et ceux que l'on a, et parmi ceux que l'on a, de distinguer ceux dont on use, et comment on en use, et ceux qu'on s'interdit d' « utiliser ».

Les médiateurs ont-ils « des pouvoirs », « mystérieux » ? Il est urgent de les mettre en lumière. Ont-il un pouvoir technique ? Il est crucial encore d'en préciser l'usage. On s'inquiétera s'ils cherchent à avoir *du* pouvoir, un pouvoir, sur autrui, plutôt que de laisser agir la médiation, ses potentialités, le pouvoir propre de la médiation, sa puissance d'avenir. D'affirmer cela est certainement préférer certaines pratiques à d'autres, parmi des pratiques possibles, et des conceptions diverses de la médiation. Cela repose aussi sur une distinction entre des façons d'entendre le mot pouvoir : comme verbe, ou comme substantif, comme ce qui fascine, ou comme ce qui exige réflexion, comme lieu de domination ou comme expérience d'une puissance inventive d'action.

La toute puissance ou le potentiel

Ce que les médiateurs (ou d'autres dans d'autres métiers) *peuvent* faire, est d'abord ce qui est dans leur mode et leur marge d'action, qui se dit dans des *verbes d'action*, y compris des actions « minimales », et toutefois décisives : une intervention, action ponctuelle, qui s'affine avec l'expérience, peut (ou non) avoir des effets. Distinguons alors l'agir de l'agent (le savoir faire certains « gestes du métier »), et son pouvoir c'est-à-dire les effets qui s'en suivent. Pouvoir, c'est toujours pouvoir faire ou pouvoir agir, (geste ou mouvement de l'agent, propres à un « savoir-faire ») et avoir une puissance d'effets. N'y a-t-il qu'une façon de penser cette puissance d'effets ?

« Pouvoir »¹ nomme une capacité de d'agir et de transformer quelque chose.

Or il y a deux inflexions principales du concept de pouvoir : celle qui suggère une toute-puissance, celle qui évoque une potentialité.

Pouvoir s'entend en politique comme la toute-puissance sous sa forme légitime (le « monopole de la violence légitime »), le pouvoir souverain, celui de l'Etat. Le pouvoir politique est une capacité d'agir sur un territoire, il consiste à disposer des « leviers de l'Etat » ; capacité de faire la loi (pouvoir législatif), de prendre des décisions, de déclarer la guerre, ou de faire la paix (pouvoir exécutif), de faire respecter la loi et de punir (pouvoir judiciaire). On considère qu'une condition de la liberté est que ces trois pouvoirs soient séparés.

Le pouvoir a des formes politiques diverses, il peut être « entre les mains » d'un seul, de quelques uns, ou de tous : ceci distingue des formes de gouvernement. Dès qu'il n'est plus conçu comme « naturel » ou sacré, il s'agit de le « conquérir », et de le défendre. L'exercice du pouvoir est alors affaire de rapports de forces, de calculs et de stratégies de conquêtes. Mais le pouvoir, l'action de contrôle des agissements de tout un chacun, peut aussi devenir plus subtil, être d'autant plus opératoire qu'il est illocalisable, comme l'a montré le philosophe Michel Foucault. On punit par supplice tant que celui-ci a le pouvoir de terrifier, jusqu'au jour où il a celui de scandaliser et de révolter : le pouvoir de punir change alors ses modalités, la surveillance invente les miradors. Le contrôle des comportements se « subtilise », il « joue » sur d'autres peurs que celle d'être damné ou supplicié : celle d'être privé de respectabilité, d'être jugé « anormal », « malade », non conforme à des attentes sociales. Résister à de telles pressions est une question de liberté.

L'enjeu de la réflexion de ce colloque se révèle alors décisif : « la médiation » pourrait être un des avatars de ce contrôle subtil, si elle se fait (qui plus est de façon consentante et bien pensante) le relais d'une normalisation des comportements : les « bonnes » familles changent alors de modèle et de directeur de conscience, mais ne cessent d'être objets de contrôle. A quelles conditions « la médiation familiale » pourrait-elle n'être pas ainsi instrumentée ? Au moins à condition de prendre conscience de la subtilité de fonctions de contrôle (délibérés ou non), et à condition d'être décidé à agir autrement. Encore faut-il préciser un autre sens possible de « pouvoir » que celui de l'action de contrôler autrui.

Or le verbe pouvoir dit aussi le potentiel qui peut résister à cette toute-puissance, et opposer aux inerties ou aux « contrôles » un potentiel inventif et subversif. Alors la notion de pouvoir suggère moins la toute-puissance que le **potentiel d'action**, qui dit tout un « possible » (de même étymologie), un avenir de possibilités encore inaccomplies et inconnues : cette puissance dit la capacité de transformation d'une situation, l'inventivité, et non la normalisation, l'autonomie et la créativité, et non le contrôle.

¹ Depuis le XII^{ème} siècle, le terme un de nombreuses significations : Puissance politique, ascendant psychologique, droit de faire... (droit d'agir pour quelqu'un d'autre, par exemple le droit, ponctuel, limité et encadré par la loi, de déléguer son droit de voter - pour quelqu'un qui ne peut se déplacer - cf. : « je vous donne (un/ tout) « pouvoir », pour ...)... CF. le *Dictionnaire historique de la langue française*, Alain Rey, Dictionnaires le Robert, 1999.

« Avoir » un pouvoir, c'est avoir une « puissance », entendue comme une force, ou bien, autrement, comme une *potentialité*, comme mouvement, comme accomplissement, et même *ouverture d'une possibilité inconnue*. On peut s'en rendre compte directement : les médiateurs ont des « leviers d'action », mais il ne s'agit pas seulement de leurs capacités (personnelles), ou de techniques dont ils usent, mais des *opportunités* qu'ils ouvrent, des chances d'avenir qu'ils peuvent donner à des situations « bloquées ».

Mais quels sont ces leviers ? Il y a des pouvoirs réels. Il y a aussi des pouvoirs insoupçonnés, révélés par le hasard des circonstances (« je ne m'en croyais pas capable »). Il y a encore des pouvoirs illusoires et qui n'en restent pas moins puissants, et des pouvoirs imaginaires, comme ceux dont on rêve dans le monde de Harry Potter.

Or cette « magie » fascinante et ambivalente du pouvoir nous conduit à une seconde considération, celle de savoir quelle est *l'efficace d'un pouvoir*, la maîtrise de la potentialité de produire des effets : comment la connaît-on, comment s'en rend-on « capable » ? Chacun est intéressé à cette question ! On est généralement alors conduit à une analyse en termes de moyens et de fins. Est-ce bien la seule qui nous permette de penser un « pouvoir » ?

Fabriquer et créer

Un pouvoir est dit-on parfois le fait de « disposer des moyens naturels ou occasionnels qui permettent une action. » Ainsi l'efficace d'un pouvoir repose sur une connaissance réaliste de ce qui peut se transformer et des moyens ou des conditions de ces transformations.

Le pouvoir de **fabriquer** repose en un premier sens sur un usage de techniques, c'est-à-dire sur l'agencement rationnel de moyens et de fins. Le pouvoir technique est la capacité d'obtenir des effets prévisibles, capacité assurée par la connaissance des causes, et la maîtrise des moyens.

Or il existe aussi un pouvoir de créer, qui a des effets, dans une causalité non mécanique, dans une démarche non déductive, qui tire parti des singularités, des occasions même si elle utilise des techniques. Il s'agit là d'une puissance plus énigmatique, que l'on nomme création, plutôt que fabrication. Il y a sans doute une intention, une impulsion créatrice, mais sa différence avec la fabrication est qu'elle sait qu'elle ne peut tout prévoir, elle sait que des moyens échouent à produire certaines réalités qui nous sont vitales. Elle est comme un « faire avec » l'inconnu : la vie, la beauté et la liberté ne sont pas affaire de prévision ou d'application technique. Pour autant il ne s'agit pas d'un « faire n'importe quoi », mais d'un agir extrêmement attentif, qui cherche la justesse de ses formes et de ses interventions dans chaque cas singulier et non dans l'application d'une règle générale.

On peut donc insister ***ou bien sur l'aspect technique et efficace, ou bien sur le potentiel, l'indéterminé***, ce que dit aussi le mot « puissance » qui évoque non seulement une force, mais un potentiel « en puissance », un possible non encore advenu, une inventivité vivante de formes.

Il faut bien distinguer entre **fabriquer et créer**. La fabrication prévoit, conçoit, réalise, et contrôle. Elle a besoin de prévisibilité. Elle se perfectionne (accroît son pouvoir) de tout le « savoir –prévoir » disponible, qui est un savoir rationnel des causes et des effets. Les techniques sont l'agencement exact d'effets mécaniques prévisibles et prévus. Le pouvoir technique de transformer un donné est considérable et décisif dans l'histoire humaine.

Or le *pouvoir créateur* ne s'y réduit pas : il porte en lui une énigme qui s'accepte comme telle. Il accepte les sauts. Les synthèses qu'il fait ne sont pas déduites d'un raisonnement. Les totalités qu'il forme déjouent toute prévision. Il accueille l'inconnu au lieu de le réduire au connu.

« Le pouvoir » peut ainsi se diviser en pouvoir technique, éclairé par une science des causes et des moyens, et un pouvoir créateur qui peut à l'occasion user de techniques mais sans visée de but préalable et prévisible à atteindre.

Une question est de savoir si la puissance de créer et la toute-puissance de fabriquer peuvent être ramenées à seule et même chose. Rien n'est moins sûr. Non seulement dans la puissance de créer il n'est pas question du projet et des dispositifs de contrôle dont la toute-puissance jouit, mais la démarche est toute autre. Peut-être même pourrait-on envisager le goût de la toute puissance, et son projet comme un ressentiment, celui de l'impuissance à créer véritablement.

Nous retrouvons ainsi la première divergence d'inflexion : entre une intention de contrôle et l'accueil d'un possible nouveau.

Faire et agir

Mais dans l'action politique et sociale dira-t-on, il faut bien être rationnel. « On ne fait pas dans la poésie ». (On peut le regretter !) Et si l'on veut être reconnu, il faut bien faire valoir une efficacité. Le modèle du pouvoir de fabriquer est-il inévitable pour présenter *l'efficacité* de la médiation ? Faut-il pour être reconnu en passer par les grilles de critères de la fonctionnalité ?

Le potentiel, la capacité *de faire advenir un possible*, c'est bien ce que dit l'expression « en puissance », une puissance dont le possible sera mesuré à un accomplissement réel à une capacité d'action, qu'il peut combiner à celle d'autrui.

C'est en ce sens que chaque être a **une puissance d'agir** selon Spinoza, et qu'il a le droit naturel de l'accomplir. D'en disposer et de l'unir à celle d'un autre. Une puissance d'agir naturelle.

Mais alors se pose la question est de l'action *avec* autrui : repose –elle sur un pouvoir exercé *sur* lui ? Il y a des théories et des anthropologies du pouvoir. Est-on réduit ici à transposer le modèle technique - il devient alors un modèle de manipulation ou de domination. Il existe des théories du pouvoir, comme rapport de domination : qu'est ce qui fait, demande-t-on, que le dominant domine ? Une théorie du pouvoir est toujours une théorie des passions ou des affects, (de la « nature humaine », sensible à la crainte, à la vanité etc.), et c'est aussi souvent une théorie de leur usage efficace, rationnel, fonctionnel.

Mais on peut « théoriser autrement », et analyser l'énigme de la « servitude volontaire »² tout en reconnaissant l'événement de la liberté. Ici encore, il y a deux sens possibles du mot pouvoir, et de ses théories, selon qu'elles ont, ou non, le goût de la liberté, et parient pour la réalité de son expérience. Mais le second est très difficile à promouvoir.

La distinction qui est décisive ici est entre faire et agir. Ici ce n'est pas la fabrication d'objet qui est le concept –modèle pour penser le « pouvoir », mais l'action : l'action ne *produit pas d'objet, mais transforme des relations*. Elle est immatérielle. Elle concerne *l'inter homines*, l'entre-deux d'un espace entre des êtres³. De plus l'action est un pouvoir de déclenchement de phénomènes aux conséquences incalculables et infinies, imprévisibles. La capacité humaine de commencer quelque chose de neuf ouvre des espaces de co-existence respirables, et elle a pour nom la liberté.

On peut réduire une action à la catégorie de la fabrication, quand on veut par avance lui demander d'obtenir des résultats. On néglige alors, ou bien on nie (parce qu'on la redoute) la puissance d'agir qui est une puissance de liberté.

Cette puissance de liberté produit des effets imprévisibles qui ne sont pas le résultat d'un agencement prévisible de moyens et de fins. Agir c'est être capable de commencer, capable de commencer quelque chose de nouveau.

Quel est le pouvoir du médiateur ? On peut se lancer dans une justification de son efficacité sociale, et démontrer une capacité à obtenir des résultats (avec quelques illusions, et désillusions) : ce type de discours implique une certaine conception mais aussi une certaine pratique de pouvoir.

On peut aussi montrer le fait que certaines médiations déclenchent des capacités de relations inattendues (y compris dans les séparations). On parlera alors non pas tant du pouvoir du médiateur, mais de la puissance de la médiation. Non d'une efficacité mais d'une *effectivité*. Le médiateur aurait alors le pouvoir d'agir sur des conditions qui *peuvent* faire faire à des êtres *l'expérience de leur propre puissance* : de leur pouvoir de se parler et *des potentialités de la parole adressée*.

On est dans une tout autre perspective, non seulement théorique, mais pratique. Oui, en acceptant, en proposant, en posant un cadre, en écoutant, en reformulant, (etc.) un médiateur agit, il a une action effective, et c'est cette action de faire médiation qui a le pouvoir de faire que des êtres se disent ce qu'ils ont à se dire, qui donne une chance à cette puissance de se parler. Ce pouvoir est un possible, puissant, et indéterminé. Pouvoir non de contrôle, mais de redonner une chance à des libres relations, de « restituer » à des êtres leurs propres puissances, non en les imposant ni en les suggérant, mais en en proposant l'expérience dans un « cadre ».

Ne pas faire de la médiation un relais d'autres pouvoirs, de domination, ou de pouvoirs plus feutrés de normalisation, a pour condition de penser son efficience (son pouvoir de transformation) sur un autre modèle que celui d'une

² Etienne de La Boétie, *La servitude volontaire*, Petite bibliothèque Payot, avec le commentaire décisif de Miguel Abensour.

³ Cf. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*. Agora.

efficacité technique, et dans un discours fonctionnaliste : on peut soutenir l'idée d'une effectivité, d'un déclenchement effectif d'autres puissances, de puissance inventives, de mise en expérience du pouvoir de la parole humaine. La parole humaine a précisément des effets sur les rapports de pouvoir (en termes de domination), des effets potentiellement émancipateurs : par le simple fait qu'elle puisse désigner ces rapports et les décrire, elle les met en lumière, elle les expose, dès lors chacun peut les examiner, en juger.

Mais alors l'autorité ?

L'autorité est ce dont un pouvoir se réclame et se légitime. Le pouvoir, les pouvoirs sont du côté des forces et des rapports entre des forces. L'autorité n'impose, ou n'en impose qu'à ceux qui la reconnaissent. L'autorité est ce qui « augmente » un pouvoir en le faisant reconnaître comme légitime, sans contrainte, ni persuasion. Mais si cette reconnaissance est faite d'intimidation, l'autorité a bien partie mêlée avec des formes de pouvoir. La liberté s'en méfie, tout comme elle se méfie des concentrations de pouvoir.

Si la question de l'autorité n'est pas hors sujet, c'est sans doute parce que ce thème est revenu depuis quelques années dans les discours « ambiants », et qu'il semble y avoir une crise (ou un discours de la crise) de l'autorité : à l'école, dans les familles, dans la société⁴. Sur l'affiche annonçant ce colloque, l'on voit de vieilles photos de famille, des images qui évoquent pouvoir et autorité dans les familles. Si l'on peut émettre de sérieuses réserves à promouvoir un pouvoir d'autorité chez le médiateur, on pourrait alors penser que la question pourrait être celle des pouvoirs du médiateur pour restaurer l'autorité des parents. Or une telle perspective recèle encore un projet qui mérite aussi d'être interrogé, surtout à un moment où les pratiques de médiation sont en situation d'être instituées, c'est à-dire aussi éventuellement instrumentalisées. Il faut en réalité repenser radicalement la notion d'autorité, et nous n'en avons pas l'espace ici⁵.

Pour le dire de façon « programmatique », les familles sont certainement le lieu de pouvoirs et l'arène dans laquelle des modèles divers d'autorité s'affrontent. Déchirée, recomposée, séparée, continuée, dans son histoire, « la famille » est aussi l'expérience, jusque dans la sphère privée, des aspirations et des tensions démocratiques. Devenue « parentale », co-responsabilité, l'autorité (sur les enfants) met les parents en situation d'inventer, entre eux, la civilité nécessaire à son exercice, et de concevoir vis à vis des enfants la responsabilité d'un « se porter garant » en quoi elle consiste. Le « couple parental » même séparé, - ou séparé justement - est en place d'exercer autrement une autorité de « garant », conscience d'une responsabilité en commun. Mais s'ils sont en place d'exercer cette responsabilité, de quoi s'autoriserait un médiateur pour prétendre guider des êtres qui ne sont plus mineurs ? Il est légitimé par ceux qui s'adressent à lui. Est-ce là pour autant une place d'autorité ?

⁴ Cf. Gérard Mendel, *Une histoire de l'autorité*, La découverte.

⁵ Laurence Cornu, « Autorité, hospitalité », *La crise de la culture scolaire*, sous la direction de D. Kambouchner et F. Jacquet Francillon, PUF 2005.

Ce colloque appelle à réfléchir en tout cas sur la question de savoir ce que le médiateur fait de « ses pouvoirs », de la diversité de ceux-ci, et de l'usage qu'il en fait vis à vis d'autrui. Qu'il ait certains pouvoirs d'action signifie-t-il qu'il ait du pouvoir *sur* autrui ? Sur quoi exerce-t-il un pouvoir ? Qu'autrui attende de lui quelque chose met peut-être le médiateur à une « place de pouvoir », ou d'autorité, et dans une tentation d'en user. Peut-il s'autoriser à agir par ce pouvoir né d'une d'attente, d'un désarroi parfois ?

Je ne crois pas que la médiation puisse sans discussion se penser comme exercice d'une autorité, sur un mode ou sur un autre, d'une nature ou d'une autre. Car dans les analyses « classiques », même si l'autorité est en philosophie politique distinguée du pouvoir, elle est en psychologie, en réalité, une forme de pouvoir, celui d'un ascendant. Il est clair que l'on peut concevoir des formes de médiation sous cette forme : il y a des autorités médiatrices, des Tiers surplombant. Mais il est des chances (heureuses) que des demandeurs s'en détournent aussitôt. Ce qui fait médiation relève d'expériences plus inventives.

Il s'agit donc encore d'un choix, pour un type de médiation, (ou un ensemble de « modèles », qui se rattachent à un type), et qui proposent une expérience de parole adressée, non un guidage.

Ceci implique en tout cas que je me méfie du classement de la médiation dans les métiers d'influence, Que le médiateur utilise des approches, méthodes ou techniques en quelque sorte « douces », ou supposées telles, ne suffit pas à laisser passer comme « en douce » des termes sans les penser. On peut certes construire un concept d'influence qui insisterait sur la capacité - le pouvoir, très intéressant – de transformer la signification d'une situation. Mais en un sens courant que nous n'avons nulle raison d'oublier, une influence est un pouvoir inaperçu exercé sur autrui, plus ou moins à son insu, et qui le fait changer de comportement. Rechercher un avis n'est pas subir une influence, car la démarche est une initiative, et que l'on garde sa capacité d'en juger. Il se trouve qu'une médiation ne consiste pas même dans le don d'un avis.

« Gardien des possibles », ou relais de normalisation ? Ce choix appartient à chacun. Il se joue jusque dans les petites occasions, les opportunités de liberté.

Pouvoir et autorité

Jean Marc GHITTI

Anthropologue (Saint Hostein – Haute Loire)

Le droit de juger par soi-même aura été, pour l'individu, une dure conquête, si l'on se retourne sur l'histoire. Le jugement devient central dans la philosophie cartésienne parce qu'elle commence à poser une conscience, de telle sorte que la vérité ne pourra se donner que dans le rapport à cette conscience. Le jugement est la relation de l'esprit à la vérité.

En revanche, dans la pensée théologique du Moyen Age, qui repose sur la Révélation, la relation de l'esprit à la vérité se fait dans la croyance, dans la fidélité. La Révélation ouvre sur un système dogmatique. Dans ce système, le jugement personnel, l'opinion individuelle ne peuvent qu'introduire des nuances, c'est-à-dire des déviations par rapport au dogme, et ils peuvent finalement toujours ouvrir sur l'hérésie. C'est pourquoi il faut les dissuader et leur opposer le principe d'autorité, l'autorité signifiant ici le développement de la vérité révélée par l'institution qui en est la gardienne, à savoir l'Eglise. Le système dogmatique a façonné la culture de la chrétienté médiévale, et, s'il serait excessif de dire qu'elle s'y réduit, nous pouvons pour le moment nous contenter de cette approximation. Cependant, le système dogmatique peut se développer sur d'autres terrains, sur le terrain politique par exemple, comme nous l'ont montré les régimes communistes. En notre temps très individualiste, il paraît ancien et désuet, pourtant on est parfois frappé de voir que, sur certains sujets extrêmement tendus, comme la pédophilie, le terrorisme, etc., une vérité commune s'impose avec tant de force et de manière si menaçante qu'elle dissuade effectivement tout jugement personnel qui viendrait introduire des nuances. Ce qui montre que le système dogmatique n'est jamais dépassé, qu'il peut toujours se remettre en place. Ce qui le caractérise, c'est que le jugement doit céder toute la place aux arguments d'autorité.

D'ailleurs, même l'institution qui fait autorité prétend ne pas juger par elle-même mais se borner à interpréter ce qui a été donné par Dieu à travers son Fils et à travers les prophètes. Si bien que le sujet du jugement ne peut être que Dieu. Le Jugement dernier est la forme par excellence du jugement divin, sous une forme morale, certes, mais où le jugement de vérité est inclus. Il en résulte que tout homme amené à en juger d'autres porte sur eux, par procuration, le jugement de Dieu. Tout jugement humain cherche à se laisser habiter par le jugement de Dieu, à être transparent au jugement de Dieu, qui est le jugement unique, souverain et dernier.

Faire de la conscience personnelle un sujet qui juge s'introduit par la science. Le jugement personnel est d'abord un jugement scientifique, un jugement sur le monde naturel. Mais progressivement, dans la modernité, le jugement personnel va sortir de la science, s'immiscer dans la morale et la politique. La politique, par exemple, en vient à se construire tout entière autour de l'opinion et de sa quantification, dans un processus qui commence au XVIII^e siècle et qui n'est pas totalement achevé de nos jours. Au système dogmatique succède alors un système qu'on peut appeler pluraliste, et qui consiste à multiplier les domaines où l'opinion personnelle est permise, et même requise. Construire soi-même son jugement, penser par soi-même, se forger une opinion devient, en effet, une sorte de devoir et se trouve à la base de l'éducation que nous dispensons.

Le système pluraliste donne aux individus un sentiment de liberté, de libération. Cependant, il comporte deux écueils, l'un à l'autre lié. Le premier est le relativisme. Tout étant livré à la variété des opinions, l'idée même d'une vérité commune que nous aurions à chercher

ensemble s'estompe. A tel point que, comme nous le voyons aujourd'hui, le pluralisme poussé à l'extrême ne nourrit pas le débat mais le rend inutile, dérisoire : à quoi bon parler ensemble puisque mon opinion n'a nullement l'intention de persuader quiconque, elle est simplement un attribut de ma personne, un trait de mon caractère, une manifestation de mon *ego*.

Le deuxième écueil est que, dans une société extrêmement pluraliste, il faut néanmoins prendre des décisions collectives. Or celles-ci ne peuvent se construire ni à partir d'une communauté de croyances, ni même à partir d'un dialogue puisque l'éclatement de l'opinion détruit jusqu'à l'espace public où celui-ci serait possible. La décision sera donc prise à partir du jugement personnel de celui qui est en position politique de la prendre. Autrement dit, le pluralisme, faute de permettre que se dégage une pensée collective pour prendre des décisions collectives, incline vers la primauté d'un jugement personnel sur tous les autres jugements. Les opinions, si diverses soient-elles, ne sont jamais que des opinions, et ce qui importe c'est l'opinion de celui qui est en position de décider. Le système pluraliste ouvre sur le pouvoir autoritaire. L'autoritarisme n'est pas l'autorité qui s'oppose au jugement : il est le jugement d'un seul qui s'impose aux autres.

Ainsi, on voit que dans le système pluraliste qui est le nôtre, le jugement personnel est totalement affranchi de toute référence à l'autorité mais il se dégrade à n'être qu'une opinion indifférente, soumise en fin de compte au jugement d'un décideur. Le pluralisme ouvre sur le décisionisme tel que nous en avons parlé l'autre fois. Le décisionisme est un autoritarisme, c'est-à-dire une confusion entre le pouvoir et l'autorité. Ce qui manque le plus dans le système pluraliste, en dépit de la mascarade autoritariste, c'est l'autorité véritable. Si le système dogmatique consiste à étouffer le jugement sous l'autorité, on peut dire que dans le système pluraliste le jugement se dégrade faute de pouvoir se référer à une autorité. Et même le jugement de celui qui décide, ce qui entraîne un déclin de l'art de gouverner et de l'art de juger. Concrètement, qu'est-ce qui peut aujourd'hui donner légitimité à un projet politique ? Quel idéal de justice que nous n'avons plus peut donner légitimité à un jugement judiciaire ? Dans ces deux domaines, ce qui manque est une autorité fondative à laquelle un jugement puisse se référer.

Cette idée que le monde moderne, que nous appelons ici « système pluraliste », est marqué par un déclin de l'autorité est largement développée par Hannah Arendt. On comprend, certes, que l'autorité soit en recul dans une démocratie, ce que Platon avait bien vu. L'une, en effet, suppose certaines formes de supériorité tandis que l'autre est habitée par un processus d'égalisation. Mais ce n'est pas l'égalitarisme qui, pour Hannah Arendt, ruine l'autorité : c'est le déclin de la tradition. Elle construit son concept d'autorité par référence à la conception romaine de la fondation, ce qu'on peut résumer comme ceci : à Rome, l'autorité est accordée à ceux qui ont fondé la ville, c'est-à-dire aux Anciens, et elle est donc entretenue par l'esprit de tradition. L'Eglise médiévale, montre-t-elle, a repris cette conception romaine de l'autorité. Si l'on s'enferme dans cette définition romaine, on voit mal comment en démocratie, c'est-à-dire dans le système pluraliste, on pourrait faire encore place à l'autorité.

Cette conception de l'autorité nous semble restreinte, même si on la rapporte à l'idée de fondation. Méditant sur l'histoire, dans son texte *Le dialogue de l'histoire et de l'âme charnelle* écrit en 1909, l'année de la naissance de Simone Weil, Charles Péguy met lui aussi la fondation au cœur de sa conception de l'histoire, et lui aussi se tourne vers Rome, vers « les vingt huit siècles de Rome », comme il dit, et il poursuit : « Ce n'était pas en vain que nos anciens considéreraient à part le fondateur, le considéraient comme un homme à part, un être mystérieux, un des plus directement inspiré de la puissance des dieux, un des plus immédiatement revêtus de cette puissance et comme de leur autorité »⁶. Et voilà l'autorité bien définie comme cette aura proprement religieuse mais Péguy ne rapporte nullement à un esprit de tradition mais à un esprit de nouveauté, car « c'est du nouveau, un nouveau incontestable, un nouveau irrécusable »⁷. Ce n'est que changement de point de vue,

⁶ Charles Péguy, *Œuvres complètes, Proses*, T. II, p.341

⁷ *Id, Ibid*, p.343

puisque l'Ancêtre, le fondateur n'est pas vu à partir de nous, mais nous nous faisons son contemporain en quelque sorte, et Péguy actualise ou réactualise l'acte de fondation ; mais ce changement de point de vue change tout. Car la fondation n'y est pas vue comme un legs que nous devrions entretenir, mais comme un commencement que nous avons à reprendre, « un commencement, un *initium* et une initiation », que nous, nous aurions à répéter, et un processus de génération que nous aurions toujours à régénérer. Ce changement dans la compréhension de la fondation, si l'on y pense bien, engage une différence théologique profonde. Alors que les Romains n'ont pas idée de la création, le Dieu chrétien, celui de Saint Jean, est un Dieu créateur, c'est-à-dire, comme le comprenait bien à la même époque Bergson avec sa pensée de la création continuée, un Dieu qui n'en a jamais fini de créer, à en juger du point de vue du temps, et qui demande à l'homme de reprendre sans cesse l'élan créateur dont il est le grand initiateur.

Et voilà ce que Hannah Arendt n'a pas compris. Ce n'est qu'en raison d'une de ces grosses méprises comme on en trouve dans l'histoire que l'Eglise médiévale a pu reprendre, à supposer qu'elle l'ait fait, la conception romaine de la fondation et de l'autorité. Car, à Rome, le fondateur, l'homme d'autorité ne peut être qu'un fabricant qui lâche hors de ses mains une œuvre morte, une œuvre qui n'est plus lui, qu'il nous lègue et qu'il faut entretenir, tandis que la conception chrétienne voit le fondateur, l'homme d'autorité, et Péguy le dit lumineusement, « comme un délégué du Créateur, comme un délégué, comme un représentant, comme un fondé de pouvoir de créateur »⁸. Claude Lefort, comme ce régime qui, « de tous les régimes que nous connaissons, est le seul dans lequel soit aménagée une représentation du pouvoir qui atteste qu'il est un *lieu vide*, qui maintienne ainsi l'écart du symbolique et du réel »⁹. Et c'est parce que l'autorité est enlevée aux hommes, parce qu'elle ne peut appartenir qu'à un non-être transcendant ou à un vide. Le fondateur n'est pas la source de l'autorité, mais il la reçoit. La fondation n'est pas un acte mais ce moment, cet événement qui rend possible la manifestation de l'être ; elle n'ouvre pas sur une œuvre, un legs, mais sur une disposition de l'être, un mode d'existence.

L'autorité ainsi définie ne se trouve dans aucun sénat, et son expression la plus haute n'est pas le droit, car toute cette pensée de la stabilité juridique et du conseil des sages et des anciens qui gardent la tradition relève d'une conception romaine de l'autorité. On voit bien encore où, dans nos institutions, cette conception romaine se survit à elle-même, bien que se trouvant en contradiction avec l'esprit de la démocratie. C'est toujours Rome qui file la métaphore du siège, qui nous fait croire que, dès lors qu'il y a du siège, dès lors qu'il y a assise, il y a de l'autorité, et que ceux du siège, les assis, sont plus sages, plus propre à assurer la stabilité, plus proches d'une certaine sacralité du droit. Sous une forme dégradée, cela revient à confondre l'autorité avec la gravité, et avec la bedaine qui est de l'homme assis le centre de gravité. Cela est bien plus que de la métaphore. La conception chrétienne de l'autorité, celle qu'on trouve chez Péguy, sera exprimée magnifiquement par Bergson, au début des années trente, dans *Les deux sources*. Elle consiste principalement à dire ceci : l'autorité est un appel. Appel à quoi ? Appel à être, à ouvrir son âme. Ceux à qui nous reconnaissons de l'autorité sont ceux qui nous éveillent à nous-mêmes, ceux qui nous touchent, nous émeuvent et nous mettent en marche. « Ils n'ont pas besoin d'exhorter, dit Bergson ; ils n'ont qu'à exister ; leur existence est un appel »¹⁰. Et c'est par cet appel qu'elle lance que l'autorité nous libère. Et nous voilà, comme toujours dans un chemin de pensée, à ce point où les lieux communs sont renversés. L'autorité qui interdit, qui donne des règles : c'est un refrain bien connu. Pourtant, ce n'est là qu'une conception non pas fausse mais superficielle et extérieur de l'autorité. Il est beaucoup plus juste de dire que l'autorité libère. Elle libère parce qu'elle nous rend à l'élan jamais tari d'une création poursuivie.

A la différence de Platon et de Hannah Arendt, Bergson ne pense pas que la démocratie mette nécessairement en crise l'autorité. Au contraire, même. A condition bien sûr de ne

⁸ *Id, ibid*, p. 344

⁹ LEFORT (C.) *Essai sur le politique*, Seuil, 1986, p.291

¹⁰ Henri Bergson, *Les deux sources de la morale et de la religion*, PUF, Quadrige, p. 30

pas penser l'autorité sur le modèle romain. L'autorité démocratique n'est pas un traditionalisme. Mais elle est encore moins le dogmatisme du principe d'autorité, que la pensée scientifique a définitivement écarté. Elle n'est pas davantage à confondre avec l'autoritarisme qui trouve un si bon terrain dans nos démocraties. On voit donc que l'autorité n'est pas un concept simple, et nous venons d'en dessiner quatre figures.

Cet échange incessant entre ce qui fait autorité et le jugement personnel requiert que la distinction soit clairement faite entre l'autorité et le pouvoir. Cette distinction n'est pas propre à la démocratie et les Anciens la tenaient pour essentielle. Pour preuve, ces paroles d'Auguste qui expliquent ce que ce fut, pour lui, de devenir Empereur : « Dans mon sixième et septième consulat, après que j'eus éteint les guerres civiles, étant investi du pouvoir absolu par le consentement de tous, je me démis des pouvoirs que j'exerçais (...), on me donna (...) le nom d'Auguste, le seuil de ma demeure fut orné de lauriers (...); et un bouclier d'or déposé dans la *Curia Julia* que le sénat et le peuple romain me décernèrent à cause de ma vertu, de ma clémence, de ma justice et de ma piété. De ce jour, je l'ai emporté sur tous en autorité, mais je n'ai jamais eu de pouvoir légal supérieur à celui de chacun des autres magistrats, mes collègues ». De là, il ressort que ce qui fonde l'Empire, c'est l'autorité ; que cette autorité non seulement n'est pas une prise de pouvoir (songeons à cette caricature de Napoléon III qui devient empereur par coup d'état) mais qu'elle existe d'autant mieux qu'elle renonce davantage au pouvoir ; que cette autorité est conférée et non voulue, qu'elle repose sur les qualités personnelles extraordinaires de celui qui la porte et qu'elle se manifeste par les honneurs spontanés (et non pas protocolaires) qu'on lui rend à titre d'hommage.

De cette différence, cette opposition presque, qui existe entre autorité et pouvoir, on trouverait un autre exemple dans la manière dont le vieux Platon, dans les *Lois*, conçoit sa cité idéale. Contrairement à ce que soutient Hannah Arendt, Platon a bien une claire conception de l'autorité lorsqu'il distingue ceux qui gouvernent la cité et ceux qui, dans ce fameux conseil nocturne, ont un rôle de pure autorité, lequel se définit principalement par trois fonctions : premièrement, assurer la stabilité, la continuité, la transmission, deuxièmement, donner les grandes orientations, discerner le sens, et troisièmement assurer l'unité de la cité. Ceux qui gouvernent doivent être obéis, ceux qui ont cette sagesse d'autorité doivent être honorés.

Il est évident que cette claire distinction s'est constamment obscurcie dans l'histoire. Le pouvoir suprême a toujours voulu s'arroger l'autorité, et y est souvent parvenu sans quoi il n'aurait pu se construire en pouvoir souverain. La souveraineté n'existe que par la superposition du pouvoir suprême et de l'autorité et la recherche de cette superposition explique tout le jeu compliqué, dans notre histoire européenne, entre l'autorité de l'Eglise et le pouvoir politique, et, après, le jeu non moins compliqué entre l'autorité de la Nation et le pouvoir de l'Etat. Cependant, s'il n'y a pas de souveraineté sans autorité, il ne s'en suit pas qu'il faille parler d'autorité souveraine. L'autorité existe en dehors de toute souveraineté. L'autorité d'un maître, par exemple, ou l'autorité parentale, ne constituent en rien des souverainetés, et il ne leur manque pourtant rien des attributs de l'autorité. Mais c'est une autorité en un domaine particulier, lequel peut s'appeler une sphère de compétence. L'autorité est toujours liée à une compétence particulière.

Clarifions un peu plus. La souveraineté est un attribut du pouvoir ; la compétence est un attribut de l'autorité. Le pouvoir tend à l'unité, c'est-à-dire à la construction d'un pouvoir suprême. C'est pourquoi il faut limiter le pouvoir par le pouvoir : c'est l'idée des trois pouvoirs qui ne cessent d'être en lutte entre eux. Dans sa logique de subordination, le pouvoir cherche aussi à se subordonner l'autorité. Lorsqu'il y parvient, il n'est plus seulement pouvoir suprême : il devient pouvoir souverain. Ainsi du monarque, ainsi de l'Etat. L'unité est une belle chose : toute âme cherche à s'unifier, toute pensée, toute vie intérieure. Mais, en politique, l'unité est une idée dangereuse. Elle ouvre toujours sur une logique de subordination, de confusion des sphères, et finalement sur l'assujettissement. L'autorité n'existe réellement qu'en tant qu'elle ne participe pas à cette logique du pouvoir. L'autorité d'un savant en son domaine, par exemple, ne sort pas de ce domaine, l'autorité d'un parent n'existe que pour ses enfants et même l'autorité religieuse n'existe que sur le

plan spirituel. C'est le sens de la parole qu'il faut rendre à César ce qui appartient à César. L'autorité exige la pluralité et repose sur une distinction des compétences.

Et voilà qu'à présent nous apparaît un deuxième sens du pluralisme. Nous avons vu précédemment combien le système pluraliste est insatisfaisant par son relativisme et par la porte qu'il ouvre à l'autoritarisme ; puis nous avons expliqué pourquoi il ne fallait pas le confondre avec l'idéal démocratique. Nous comprenons maintenant que la démocratie est cependant un pluralisme, mais un pluralisme des autorités. Pour rejoindre le réel, il nous faut toujours affiner nos concepts. Le pluralisme des opinions, qui dégrade au fond le jugement personnel à n'être qu'une expression de soi et non plus une recherche de la vérité, exclut toute référence à l'autorité. Le pluralisme démocratique, au contraire, pose l'autorité, mais il la pose au pluriel. Nous avons essayé d'exposer la dernière fois comment la décision politique ne doit pas être prise du point de vue d'une chimérique unité sociale mais en quelque sorte remise aux différents corps collectifs que la décision concerne. Eh bien, ce sont ces différents corps collectifs qui produisent en leur sein une autorité qui servent de référence aux jugements par lesquels s'élabore la décision. La démocratie, c'est ne pas considérer que la société soit un Tout. Une société est plurielle, elle produit différentes formes d'autorité : familiale, morale, scientifique, politique religieuse, etc. Vouloir ramener toutes ces autorités à une autorité supérieure qui serait l'autorité du souverain, c'est une logique de pouvoir, mais ce n'est pas l'ordre propre de l'autorité.

On peut même dire que si la différence entre pouvoir et autorité est perçue dans tous les régimes, elle devient encore plus essentielle en démocratie. Disons qu'on pourrait définir la démocratie non pas comme un régime où l'autorité est en déclin, mais comme l'organisation politique qui disjoint totalement l'autorité et le pouvoir. On n'imagine pas une monarchie fonctionner sur cette disjonction. La personne royale qui a le pouvoir doit aussi être dotée d'autorité. En revanche, il semble que l'Etat peut exercer ses pouvoirs sans se voir reconnaître, contrairement à ce qu'on entend souvent, aucune autorité. L'autorité n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'administration. Pour reprendre la distinction si nécessaire que Simone Weil établit entre obéissance et soumission, on dira que le pouvoir soumet. Nul n'a à obéir à un pouvoir : il doit simplement s'incliner parce qu'il y est forcé. Alors que l'obéissance, que Simone Weil définit comme ce besoin qu'a toute âme de consentir, de faire confiance, de suivre, n'est due, quant à elle, qu'à ce qui fait autorité. Mais, comme le souligne Hannah Arendt si proche en cela de Simone Weil, « l'autorité implique une obéissance dans laquelle les hommes gardent leur liberté ». Lorsque les hommes sont dominés, il ne leur est même plus possible d'obéir. La conjonction du pouvoir et de l'autorité détruit l'autorité véritable.

Cette disjonction entre l'autorité et le pouvoir définit bien mieux la démocratie que la séparation, du reste fictive, des trois pouvoirs de l'Etat. Elle se combine avec le pluralisme des autorités. Si bien que dans son exercice authentique, dans son inquiétude permanente, le jugement personnel cherche ce qu'il pourrait reconnaître comme l'autorité susceptible de l'éclairer dans le problème singulier qu'il se pose. Et cette autorité, il ne la trouvera pas forcément du côté des pouvoirs institués, au contraire. Parmi tous ces penseurs auxquels je me suis référé, en leur reconnaissant l'autorité susceptible d'éclairer mon jugement personnel dans le chemin de pensée que j'ai essayé de frayer ce soir, donnant du même coup à voir en acte ce que j'ai voulu exprimer en mots, je reviendrai à Bergson. Il guide encore notre jugement lorsqu'il désigne la démocratie comme étant d'essence protestataire. « D'abord, écrit-il, c'est surtout comme protestation qu'elle s'est introduite dans le monde. Chacune des phrases de la Déclaration des droits de l'homme est un défi jeté à un abus. Il s'agissait d'en finir avec des souffrances intolérables »¹¹. Ce qui nous invite à chercher l'autorité du côté de ce qui proteste.

La protestation est la forme la plus pure de l'autorité si elle se fait, comme le montre Camus, au nom d'une valeur irréductible. Dans *L'Etat et les liens familiaux*, j'ai tenté, autour de la figure de *Patocka*, de comprendre l'appel à la dissidence comme une source permanente d'autorité. Et de quelle côté est l'autorité qui nous éclaire lorsque, au coup de

¹¹ *op. cit.*, p. 301

force politique, Victor Hugo, sur son île, en proscriit, oppose sa protestation poétique ? La révolte, la dissidence, la proscription : autant de terrains favorables à l'apparition d'une autorité totalement disjointe du pouvoir. La parole nue de l'Evangile et la parole franche de Socrate ne restent-elles les deux autorités fondatrices de notre civilisation ?

Les Chazes, avril 2006

Jean-Marc Ghitti, philosophe.

BIBLIOGRAPHIE

La parole et le lieu, topique de l'inspiration, essai, éditions de Minuit, 1998.

La séparation des familles, essai, éditions du Cerf, 2003.

L'Etat et les liens familiaux, essai, éditions du Cerf, 2004.

Pour une éthique parentale, essai, éditions du Cerf, 2005.

L'écriture des pins, récit poétique, éditions de l'Escampette, 2005.

« Développement de la notion d'autorité chez l'enfant jusqu'à l'adulte Concept d'autorité chez le soignant ou le médiateur

Docteur D. LAMBERT,

Le bébé dans les premiers mois qui suivent la naissance, est totalement dépendant des soins de son entourage.

Winnicott avait insisté sur le fait que la qualité des soins maternels doit maintenir le nourrisson dans la croyance illusoire en sa toute-puissance. C'est la reconnaissance progressive de cette dépendance à l'Autre qui va être le moteur de la sollicitude réparatrice à l'égard du mal fantasmatique que le bébé pense avoir commis envers celle qui le maternelle.

L'autorité que nous qualifierons d'anaclitique ou de primaire, trouve donc sa source dans la qualité de Holding (selon Winnicott) et de la fonction contenante (selon BION) assurée par l'environnement.

Le bébé s'approprie les qualités de l'objet contenant que la rigueur, la fiabilité, la prédictibilité et l'empathie ont doté de qualités gratifiantes. Cette intériorisation réussie d'un objet sécurisant est le fondement du développement qui va suivre et c'est en ce sens, qu'elle fait autorité.

Le bébé va tout faire pour sauvegarder le lien avec ce bon objet externe dont il dépend et qu'il aime. Il va aussi accepter les frustrations (ou castrations) qu'il lui impose et intérioriser les interdits afin de ne pas avoir à affronter des sentiments de culpabilité trop intenses.

C'est également à cette période qui va au-delà du second trimestre que le bébé développe les modes d'échanges et de communication avec son environnement. Il apprend à montrer (pointage) et l'attention conjointe lui apprend à s'appuyer sur le repère qu'est la personne tutélaire. La communication non verbale et surtout la lecture des messages sur les visages de ses proches, le dote du code humain qui définit la relation, le jeu, la joie, mais aussi le refus et le courroux. Ce code doit asseoir l'autorité dite de régulation puisque l'enfant sait lire les émotions d'autrui, leur attribuer des intentions et donc, anticiper ses réactions.

Il va devoir se confronter à l'autorité d'injonction, au cours de laquelle cet autre exige un alignement sur ses demandes et s'oppose fermement à ses débordements et à ses transgressions.

Le NON de l'adulte signifie une limite à ne pas franchir sauf à s'attirer des sanctions et de risquer la perte d'amour de l'objet tutélaire.

En comparaison avec l'horticulture, nous dirions que l'autorité est aussi nécessaire à l'enfant que la taille l'est pour renforcer les végétaux.

Les psychanalystes ont aussi utilisé le terme de castrations quand l'adulte, par la parole, signifie à l'enfant que l'accomplissement de son désir sous la forme qu'il voudrait lui donner est interdit par la loi symbolique signifiée par le langage gestuel, mimique ou verbale.

Cette castration implique donc que l'adulte inscrive son autorité dans un registre éducatif, oblatif et non dans l'exercice d'un pouvoir sur un être plus faible engagé avec lui, dans une relation asymétrique.

La relation d'emprise définit une relation de pouvoir avec son corollaire de dominance plus ou moins sadique sur l'enfant ou plus généralement, sur autrui, placé dans un rôle de soumission.

Le lien d'appartenance à un groupe fait autorité s'il est garant de la sécurité de la protection et de l'attachement des membres. L'autorité de l'adulte tutélaire devient par intériorisation, la capacité à se contrôler soi-même.

Plénière 2

« Pouvoir et autorité : questions et réponses sociales »

*Michel Foucault voit le pouvoir comme présent dans toute relation humaine.
Le pouvoir est d'autant plus effectif qu'il est caché ; il n'est pas seulement répressif,
il produit aussi le réel.*

*Aujourd'hui, dans la famille, le pouvoir n'est plus l'apanage du seul « pater familias » ;
l'égalité des sexes tend à devenir une valeur centrale ; les enfants ont aussi des droits ...
Comment pouvoirs et autorités se conjuguent-ils au sein des familles ?
De quelle manière s'articulent-ils entre sphères privée et publique ?*

Pouvoir et autorité dans / sur la famille

Benoit BASTARD,

Sociologue, Directeur de recherche au CNRS

J'évoquerai trois points :

- L'évolution de la famille, notamment sous l'angle de l'autorité dans la famille.
- La transformation des dispositifs d'intervention sociale, et en particulier celle des modalités d'exercice du pouvoir qu'ils ont vis-à-vis des familles.
- Enfin, la médiation familiale et la place qu'elle occupe dans ces transformations.

1) Le changement de la famille et ces modes d'exercice de l'autorité

La famille a changé et ce changement touche profondément la question de l'autorité. On a assisté à une remise en cause générale des places acquises en raison du statut ou de la répartition traditionnelle des rôles. Ce n'est pas parce qu'on est un homme ou parce qu'on est un parent qu'on en retire nécessairement une autorité ou un avantage. Dans la famille moderne, la notion du *pater familias* n'a plus cours ; le droit s'est retiré et ne définit plus qui est chef de la famille. Ce qui s'impose, c'est la parité entre homme-femme. De la même façon la hiérarchie entre générations est aussi changée : la montée en puissance des droits de l'enfant et la transformation de la place qui leur est faite suggèrent que l'autorité ne s'exerce plus seulement « de bas en haut ». Les enfants d'aujourd'hui participent à l'éducation qui leur est donnée.

A partir de ces constats, la question se pose de savoir « avec quoi » on assure la régulation du fonctionnement de la famille. Une solution s'impose alors, le recours à la négociation. La famille, de ce point de vue, se trouve en continuité avec la société ambiante et ses valeurs démocratiques. Dans la famille, comme dans la sphère publique, l'idée va de soi que toute décision nécessite une discussion et que les règles qui s'appliquent dans chaque situation singulière peuvent et doivent faire l'objet d'une négociation. Dans la famille, comme dans la société, on fait place à l'idée de co-construction des règles. Celles-ci ne s'imposent plus « d'en haut ». Elles semblent échapper à toute prédéfinition et devoir faire l'objet d'une négociation entre les partenaires, dans le courant de leur interaction.

Si de telles idées apparaissent aujourd'hui largement diffusée, voire banales, on voudrait souligner qu'elles doivent être considérées avec précaution. S'il n'est pas faux que ce modèle d'une « régulation négociée » s'applique à l'univers familial, comme il s'applique à d'autre champ de l'expérience sociale, on ne peut pas considérer qu'il s'impose de la même manière à l'ensemble des familles. On voudrait, à cet égard, rappeler les remarques faites récemment par Jacques Commaille dans un article portant sur l'affaire de pédophilie d'Angers : celui-ci mettait en effet en garde contre la tendance qu'ont eu les sociologues de la famille, dans les dernières décennies, à étudier et à promouvoir quasi exclusivement cette forme particulière du fonctionnement familial qui repose sur la valorisation des individualités et la négociation des modalités de l'être en couple. On pense bien sûr à François de Singly, dont les ouvrages portent des titres significatifs à cet égard, qu'il s'agisse de *Le soi, le couple et la famille* ou de *Libres ensemble*. Pour ce sociologue, la famille a un rôle essentiel en tant que lieu de révélation des individualités. Dans la critique qu'il fait de ce courant sociologique, Jacques Commaille regrette qu'en donnant une telle place à cette vision d'une famille élective et associative, on ait « oublié » que toutes les familles ne correspondent pas à ce modèle – et en particulier qu'on ait « oublié » les familles qui sont les clientes habituelles de l'action sociale.

En rappelant cette controverse, je voudrais souligner ici le risque qui existe, de surévaluer l'ampleur des transformations intervenues dans les modes de fonctionnement et dans l'exercice de l'autorité dans la famille, jusqu'à prendre un modèle particulier, dont l'intérêt est qu'il correspond à nos valeurs égalitaires et démocratiques – et d'en faire « le » modèle unique auquel on voudrait voir l'ensemble des familles adhérer. La question qui se pose, en arrière-plan – une question qui concerne très directement la médiation familiale – est celle de savoir s'il est possible et réaliste de vouloir imposer la démocratie familiale...

2) De nouvelles modalités de l'exercice de l'autorité sur la famille

Les recherches que j'ai réalisées, avec Laura Cardia-Vonèche, sur les transformations de l'intervention sociale montrent qu'on a assisté, sur ce plan également, à un bouleversement profond - une remise en cause qui a suscité l'émergence de nouvelles modalités d'exercice de l'autorité *sur* la famille.

La remise en cause dont il s'agit, c'est d'abord celle des ingérences dont était coutumier le travail social. C'est la dénonciation des excès du contrôle social et de pratiques qui en imposaient aux familles auxquelles elles s'appliquaient. Cette remise en cause tient pour partie au travail critique de sociologues et de philosophes – à l'égard de la « police des familles »... Mais surtout, cette remise en cause est venue de la pratique et des expériences menées à partir des années 1980. On pense, par exemple, dans le champ familial, aux maisons vertes. La médiation familiale fait évidemment partie de ce mouvement d'innovation, qui a débouché sur la création de nouveaux modes d'intervention.

Les modalités de l'intervention sociale ainsi constituées ont ceci de particulier que leur action ne se réalise pas sans l'apport des personnes qui en sont les usagers. Ces interventions en effet, incluent des valeurs de respect des personnes, de respect de leurs droits et de leur volonté, de ce qu'elles sont. Les intervenants sociaux, rompant avec une tradition d'ingérence, sans renoncer à vouloir obtenir certains changements des populations auxquelles ils s'adressent, ont cessé d'imposer des objectifs aux usagers, ou de « faire à leur place ». Il est question aujourd'hui d'éviter la disqualification sociale et de tenir compte des compétences des usagers et de les valoriser. On considère que les décisions relatives à une situation données sont mieux adaptées lorsqu'elles sont prises avec et par les personnes concernées. Ceci se marque dans l'organisation même et dans le fonctionnement de ces nouveaux dispositifs de l'action sociale.

On y trouve, en particulier, des espaces – lieux d'accueil, lieux d'écoute - où les personnes peuvent se montrer « telles qu'elles sont » sans risque de se voir stigmatisées. C'est la logique du « bas-seuil ». L'écoute offerte est en effet non jugeante, non stigmatisante. L'idée qui prévaut est celle de la « co-construction » des réponses nécessaires aux personnes ou aux familles auxquelles s'adresse l'intervention.

Ce souci d'inclure, cette dimension participative, cette valorisation de la négociation avec l'utilisateur, n'épuisent cependant pas la signification de l'action de tels dispositifs d'intervention sociale.

En effet, d'un point de vue sociologique, on peut montrer qu'il y a de l'imposé dans ce négocié. En effet, ces nouveaux dispositifs du travail social, en même temps qu'ils associent les usagers au service qui leur est rendu, expriment les préoccupations de nos sociétés et le souci qu'elles ont de garder une capacité de gouvernance des comportements privés. L'imposition dont il s'agit passe par toutes sortes de vecteurs, peu apparents. Qu'il s'agisse de la disposition des lieux, des modalités de relations qui sont instaurées avec les usagers - et qui servent de modèle et de prototype en vue de leur intégration sociale - tout un cadre est mis en place qui « guide » les personnes concernées. Dès lors qu'ils y entrent, les usagers sont, de ce fait, comme « invités » à agir d'une manière conforme aux normes sociales dont le dispositif se trouve dépositaire - qu'il s'agisse de valeurs d'intégration professionnelle, de règles de santé ou de normes familiales.

Je ne donnerai qu'un seul exemple qui n'a absolument pas trait à la famille, mais à la prévention en matière de santé : il s'agit du travail qui s'effectue dans les lieux d'accueil pour les toxicomanes, et dont le rôle vise notamment à la réduction des risques par l'échange des seringues. Dans ces lieux, les usagers de drogue reçoivent une écoute, éventuellement des soins. Par delà cette dimension d'échange et de service, on peut montrer qu'entrer dans un tel lieu signifie, pour ces personnes, reconnaître l'intérêt qu'il y, pour eux, de satisfaire aux règles sanitaires. En le faisant, ils reconnaissent, ne serait-ce « qu'en creux », la nécessité de l'ordre sanitaire et acceptent de s'inclure dans une dimension sociale de rapport à autrui et aux institutions.

Au bout du compte, ces dispositifs nouveaux, sans afficher leurs objectifs, gardent, du fait même de leur organisation, un certain pouvoir sur les usagers, individus ou familles. Ils conservent une capacité de gouvernance des comportements privés dans un temps où l'imposition semble difficile voire contre-productive.

En considérant ceux qui, parmi ces dispositifs, ont trait à la famille, on peut mettre en évidence les principales valeurs dont ils se font les vecteurs. C'est ainsi qu'ils donnent toute la priorité aux relations enfants-parents (y compris sur la relation de

couple). Pour les intervenants qui les animent, la construction et le maintien de relations entre les enfants et leurs parents constituent une nécessité en vue du développement harmonieux des enfants. On peut relever également la très forte valorisation du modèle de la famille négociatrice, égalitaire et démocratique, dans laquelle chacun est capable de parler pour soi-même et dans laquelle les difficultés peuvent être abordées et traitées à travers une discussion collective. Enfin, parmi les impératifs qu'on peut observer à travers l'action des intervenants figure aussi l'idée d'une famille en prise sur l'extérieur, ouverte sur la cité. On retrouve donc ici, dans l'action des dispositifs de l'intervention sociale certains des éléments constitutifs du modèle de famille dont j'ai parlé plus haut, cette famille « moderne », privilégiant l'autonomie des individus et la négociation.

3) Sur la médiation familiale

L'analyse proposée s'applique à la médiation familiale. Celle-ci fait partie de ce courant de renouvellement de l'intervention et partage les caractéristiques des dispositifs esquissés. Je redirai en quoi il en est ainsi, avant d'évoquer certaines précautions qui en résultent dans l'usage de la médiation.

La médiation familiale, comme les autres dispositifs évoqués, se caractérise à la fois par le respect de la volonté des personnes concernées et par l'imposition d'un ordre particulier. D'une part, la médiation familiale, et il n'est pas besoin de le rappeler ici, valorise le respect des droits et de la volonté des personnes et elle est en outre, par définition, co-construction des décisions avec les usagers en présence.

En même temps, on sait que la médiation « en impose ». En disant cela, je ne veux pas évoquer la question du pouvoir du médiateur. Il existe bien sûr un débat à ce sujet : certains veulent le médiateur neutre, simple « catalyseur » de l'interaction ; d'autres considèrent au contraire que le médiateur est partie dans la négociation et qu'il a du pouvoir, ne serait-ce qu'en fixant les bornes du négociable. Au-delà de cette problématique, qui renvoie à la thématique plus générale du rapport entre le professionnel et son « client », la médiation « en impose », parce qu'elle exprime, par le cadre qu'elle offre, sa préférence pour la régulation négociée et pour un modèle particulier du fonctionnement familial.

On peut « lire » en effet, dans l'organisation de la médiation et dans le travail des médiateurs, la préférence pour ce type « moderne », que j'ai évoqué, de la famille « relationnelle », dans laquelle les individualités ont leur place et dont le fonctionnement est régulé par la négociation. La médiation familiale exprime aussi – et impose – la préférence pour un modèle de famille dans lequel toute la priorité est donnée aux relations enfants-parents, dans lequel ces relations sont considérées comme indissolubles et dans lequel les parents sont supposés rester en lien pour leurs enfants. C'est le modèle, particulier, qui se trouve aujourd'hui repris par le législateur, celui de la coparentalité.

Ces caractéristiques de la médiation familiale la mettent « en pointe » dans le changement de la famille et la rattachent à tout le mouvement de l'action sociale que j'ai évoqué. Elles font son intérêt et elles attirent aussi l'attention sur ses limites.

Elles font son intérêt. La médiation familiale, en effet, joue sur le paradoxe : elle est ouverte à toute solution provenant des conjoints, tout en favorisant certaines solutions plus que d'autres. Elle prétend à la neutralité, mais pas sans exercer une incitation. Ce faisant, on peut dire qu'elle réussit la « quadrature du cercle » : inciter les conjoints à faire ce qui est attendu d'eux – c'est-à-dire prendre en considération l'intérêt de leurs enfants – sans le fixer comme un objectif et sans passer par de l'ingérence. La médiation familiale répond ainsi aux attentes d'une société qui veut assurer la liberté du couple et contrôler les relations enfants-parents.

Ces caractéristiques de la médiation font aussi ses limites, dont les médiateurs eux-mêmes se doivent d'être conscients. Dès lors que la médiation familiale est porteuse d'un modèle particulier de famille et constitue cette forme particulière d'aide à la décision et d'incitation que j'ai décrite, il est important qu'elle pense ses propres limites et évite d'abuser du pouvoir dont elle dispose. A cet égard, il est sûr que la médiation familiale (comme d'ailleurs la coparentalité) ne peut pas se présenter comme une solution qui devrait s'appliquer à l'ensemble des situations familiales dès lors qu'il y a conflit. En effet, il existe, dans l'état actuel des rapports familiaux, nombre de familles pour lesquelles l'idée de régulation négociée n'a pas de pertinence. Comment vouloir les convertir à ce type de fonctionnement, au moment même où elles sont confrontées à une rupture et à un conflit ? De la même manière, dans le cadre de la médiation, on peut souhaiter que les médiateurs familiaux soient capables de prendre de la distance par rapport à la médiation elle-même : non pas

seulement par rapport à leurs émotions, à leur histoire, à leurs modèles de références - cela s'enseigne bien évidemment dans les formations et les professionnels savent le faire - mais aussi par rapport au dispositif même dans lequel ils sont insérés. Autrement dit, il s'agit d'être capable d'une distance par rapport au « cadre » de travail et par rapport au processus qu'institue la médiation - dans la mesure où, comme j'ai essayé de le dire, c'est ce dispositif lui-même qui présente un biais et qui porte en lui le risque d'un abus de pouvoir. C'est donc par rapport à la médiation elle-même qu'il est essentiel, pour le médiateur, de garder cette distance réflexive, qui constitue une exigence pour toute intervention sociale moderne.

Bibliographie

Laura Cardia-Vonèche, Benoit Bastard, *Le divorce autrement : la médiation familiale*, Paris, Syros, 1990.

Benoit Bastard, Laura Cardia-Vonèche, Bernard Eme, Gérard Neyrand, *Reconstruire les liens familiaux. Nouvelles pratiques sociales*, Paris, Syros, 1996.

Benoit Bastard (éd.), *L'enfant séparé. Les voies de l'attachement*, Paris, Autrement, 2001.

Benoit Bastard, *Les Démarieurs. Enquête sur les nouvelles pratiques du divorce*, Paris, La Découverte, 2002.

« Le Juge aux Affaires Familiales et la médiation familiale ou l'abandon d'une toute puissance »

SOCHACKI Geneviève

Vice-présidente

Tribunal de Grande Instance de Rennes

En matière familiale, l'institution judiciaire a fonctionné après la grande réforme de 1975 de manière plus informelle en pratiquant une justice de cabinet où le symbolique a disparu au nom du soi-disant respect des justiciables.

Après seize années de pratique menée parallèlement à un travail pluridisciplinaire avec différents intervenants en matière familiale, je souhaite faire état de mon fonctionnement et des réflexions suivantes :

En énonçant ou rappelant la loi commune au cours d'un rituel judiciaire indispensable à dégager, le Juge retrouve son autorité, abandonnant une toute puissance : l'exercice en commun effectif de l'autorité parentale, la nécessité du maintien des relations entre l'enfant et chacun de ses parents sont autant de principes, qui ont émergé et facilité la fin de ce renoncement à dire la Loi, Loi dont l'énoncé est primordial pour les justiciables.

En usant ainsi de son autorité pour expliquer que la sphère privée doit être respectée mais qu'elle est aussi soumise à la Loi, le Juge rappelle les rôles et places de chacun (responsabilités parentales, droits et devoirs de l'enfant –l'audition de l'enfant prenant alors tout son sens"-...) et introduit l'espace de médiation : le juge n'a pas à connaître de la vie privée voire de l'intimité des justiciables, il tranchera un litige, leur conflit devant être nommé, affronté et éventuellement surmonté dans un espace non public (médiation familiale), les justiciables, en acceptant d'entamer une démarche de médiation, se ré-approprient alors leurs responsabilités parentales et sont donc seuls maîtres de ce processus. Ce recours à la médiation n'est donc pas un déni de justice mais une initiative, qui permet notamment de redonner sens à la procédure, il ne correspond pas davantage à une négociation mais constitue une mise en communication indispensable notamment à un exercice effectif en commun de l'autorité parentale et **permettant aux parties de reconnaître mutuellement la légitimité de leurs prétentions même contraires.**

Par ailleurs, je souhaite faire partager les interrogations suivantes :

La volonté de «pacifier » les procédures invoquée de toute part ne correspond elle pas à une volonté de nier, éviter ou contourner le conflit ?

Cette même volonté ne vise-t-elle pas à rendre illégitime le refus de négocier cf- injonction judiciaire d'information à la médiation- et à établir des modèles types de famille d'après séparation et ne revient-elle pas à légitimer une « mise sous tutelle des parties » notamment par les médiateurs ?

Ne sommes-nous donc pas dans une phase de régression ?

De la puissance paternelle aux droits de l'enfant L'évolution, les enjeux et les risques en cas de séparation Un équilibre familial à trouver

Marc JUSTON
Président TGI Tarascon

Introduction :

Du paterfamilias à l'enfant sujet de droit, le droit de la famille a connu une profonde mutation.

Sans prétendre à l'étude exhaustive de cette évolution, il est intéressant d'en retracer les grandes lignes et d'envisager, sous l'angle de la pratique judiciaire, quels sont les enjeux de ces nouveaux droits, comment s'articulent les nouveaux droits et devoirs au sein de la famille, comment cohabitent autorité et pouvoir entre les parents eux-mêmes et entre les parents et les enfants.

Ce travail étant celui d'un magistrat de terrain confronté au quotidien aux procédures de séparation, il ne s'agira pas d'une approche sociologique, psychologique ou historique.

Sans déflorer le sujet, la pratique amène à constater que lors des séparations des couples, l'exercice par les parents de l'autorité parentale et la co-parentalité sont parfois, pour ne pas dire souvent, mis à l'épreuve par les droits accordés aux mineurs, dotés de discernement, de donner leur avis dans toutes procédures familiales les concernant, leur accordant directement ou indirectement un pouvoir dans la prise de décision.

Sans prétendre détenir la clef, il apparaît utile de livrer des pistes de réflexion et les solutions qui peuvent apparaître au fil de l'expérience et de la pratique.

0 0
0

I - Les grandes étapes des notions d'autorité et de pouvoir en Droit de la Famille

L'évolution du Droit de la Famille a fait désormais de l'enfant un sujet de droit.
Cette réalité juridique est très lointaine de celle qui existait dans l'Antiquité.

A/ L'autorité parentale est le successeur de la puissance paternelle, héritière de la patria potestas du Droit Romain

1/ l'Antiquité

“ Enfant “- vient du latin “infans”: “qui ne parle pas”, ce qui en dit long sur les droits de l'enfant ; le pater familias romain avait droit de vie et de mort sur ses enfants. Il peut les vendre ou les tuer, sans que la loi et, encore moins la mère, y trouve à redire.

Selon les autres civilisations de l'Antiquité, il y a des nuances dans ce droit qu'a le père de vie ou de mort sur ses enfants.

Les Perses enterrent leurs enfants vivants.

Les Carthaginois les sacrifient à leurs Dieux.

Les Spartiates jettent les bébés indésirables du haut d'une falaise.

Les Egyptiens et les Hébreux, plus respectueux de la vie humaine, préconisent leur vente en cas d'extrême pauvreté.

Quand on soumettait à un père Grec son nouveau-né, soit il l'acceptait et l'élevait avec respect, en l'initiant aux lois de la Cité, soit il l'exposait dans un lieu public pour qu'il soit adopté.

2/ l'Ancien Régime

Sous l'Ancien Régime, le père avait droit d'autorité et de correction sur ses enfants. Il pouvait le faire emprisonner s'il l'estimait nécessaire.

Le député MIRABEAU, co-auteur de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, a passé plus de trois ans derrière les barreaux sur ordre de son père, qui lui reprochait de mener une vie dissipée.

Pour les jeunes filles, combien d'entre elles ont été mariées contre leur gré, par des parents autoritaires qui usent et abusent de leur pouvoir. Il nous fallut MOLIERE pour stygmatiser les conditions des jeunes filles, et la révolte de certaines d'entre elles.

Elise, Mariane parlent de se tuer plutôt que d'épouser Anselme ou Tartuffe. Dorine plaide la cause de toutes les mal mariées quand elle invite Mariane à supplier son père :

“ Lui dire qu'un coeur n'aime point par autrui
Que vous vous mariez pour vous, non pas pour lui,
Qu'étant celle pour qui se fait toute l'affaire
C'est à vous, non à lui, que le mari doit plaire...”.

3/ La période révolutionnaire et le Code Civil

La Révolution s'est montrée favorable à l'allègement de l'autorité paternelle, en n'admettant pas notamment la puissance paternelle pour les majeurs de 21 ans.

Le Code Civil, à son tour, a adouci l'exercice de la puissance paternelle et assez vite après le Code Civil la puissance paternelle a été limitée dans l'intérêt de l'enfant.

Mais, le “droit de correction” permettant par exemple au père de faire interner ses enfants mineurs par l'assistance publique, qui avait été maintenu dans le Code Civil de 1804, abrogé par un décret loi de 1935, n'a définitivement cessé qu'en 1959.

Tout au long du XIXème siècle, l'essentiel des rapports des parents et des enfants est contenu dans la puissance paternelle, dont les caractères et les éléments ont beaucoup évolué.

4/ Le début du XXème siècle

Au début du XXème siècle, l'autoritarisme du père, au sein de la famille ne pouvait être remis en question. Le père était tout puissant et, personne au sein de la famille ne souhaitait, ne pensait pouvoir le remettre en question.

Le modèle de la famille patriarcale, le pouvoir du père régnant en maître sur le petit royaume familial, a été très bien décrit par Marcel PAGNOL. Il fait dire notamment à César qui s'adresse à Marius âgé de 23 ans (acte I scène 2) : “Tu es un enfant qui doit obéir à son père. Moi, il a fallu que j'attende l'âge de 32 ans pour que mon père me donne son dernier coup de pied au derrière, voilà ce qu'était la famille de mon temps et il y avait du respect et de la tendresse.”

Mais face à la toute puissance du père, le pouvoir au quotidien était entre les mains de la mère. L'éducation et le maternage demeuraient en effet l'affaire des femmes.

Dans la deuxième moitié du XXème siècle, la puissance paternelle évolue progressivement et s'organise autour de l'intérêt de l'enfant.

5/ Les années 1970

Mai 1968 marque à ce sujet un tournant. Mai 1968 consacre la chute de la toute puissance paternelle et l'émergence d'un rééquilibrage des droits des Femmes. Les années 1970 voient le passage du modèle familial autoritaire à un modèle libéral. L'émancipation des femmes et celle des enfants sont allées de pair. L'autoritarisme parental cède le pas à une éducation plus permissive.

La loi du 4 juin 1970 remplace la puissance paternelle par l'autorité parentale. A ce sujet, le déclin de l'autorité paternelle pour la famille est parallèle à une évolution de fond dans toute la société. Au même moment à l'école, dans l'entreprise, dans la société dans son ensemble, le pouvoir patriarcal et autoritaire a été défait.

Le patriarcat s'est effondré.

6/ Les années 1980 : l'Enfant Sujet de droit

Dans les années 1980, les Droits de l'Enfant sont consacrés et la notion d'enfant, sujet de droit, émerge.

On se plie à ses désirs et on fait tout pour qu'il soit épanoui et heureux. Françoise DOLTO, notamment, est passée par là. Il faut être à l'écoute des enfants. Le temps "des nouveaux pères" est arrivé. Le père fouettard de naguère a laissé place à de charmants et sympathiques papas, et les mamans sont à l'écoute de leur progéniture.

Le 20 novembre 1983 est adoptée la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. Ce texte marque une étape importante, parce qu'il reconnaît clairement pour la première fois que les enfants sont des sujets de droit, comme les adultes.

Dans 54 articles très détaillés, sur la base de l'intérêt supérieur de l'Enfant, la Convention précise quels sont ses droits (droits vitaux, droits culturels, droits économiques et sociaux, droits civils). La Convention précise de plus ce qu'est un enfant : tout être humain âgé de moins de 18 ans, sauf dans les pays où la majorité est atteinte plus tôt.

Elle traite "de la responsabilité commune des deux parents pour élever l'enfant et assurer son développement, comme de la nécessité de l'enfant séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux "d'entretenir" régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec eux deux."

B/La loi du 4 mars 2002 sur l'autorité parentale

La loi du 4 mars 2002 sur l'autorité parentale a été qualifiée par Mme Ségolène ROYAL "de monument législatif représentant une mutation du concept de la famille". Elle a mis en place l'égalité parentale, la co-parentalité exercée dans

toutes les situations et la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant. Elle a légalisé la résidence alternée.

- 4 -

La loi du 4 mars 2002 n'a pas abandonné le terme d'autorité parentale au bénéfice de la responsabilité parentale comme le souhaitaient certains défenseurs des droits de l'enfant. Le législateur a souhaité réaffirmer un pouvoir des parents et éviter l'utilisation du terme "responsabilité" trop liée aux notions de dommage et de réparation.

La co-parentalité est le moteur de la loi nouvelle sur l'autorité parentale. C'est semble-t-il le rapport d'Irène THERY qui, en 1998, a ouvert la voie et signé l'acte de naissance d'un terme jusque là absent de la scène juridique : "Il faudrait", estimait Irène THERY "renforcer le principe de co-parentalité en cas de séparation des parents". Mais il n'est pas sûr que la proposition se soit accompagnée d'une réflexion sémantique.

Une proposition quasiment identique apparaît dans le rapport du groupe de travail présidé par Fr. Dekeuwer Defossez, la réforme du Droit de la Famille devrait renforcer le principe de co-parentalité

L'autorité parentale peut être définie comme étant le pouvoir de décision qu'ont les parents sur l'éducation de leurs enfants jusqu'à leur majorité. Elle est partagée à égalité entre le père et la mère, s'ils sont mariés ou s'ils vivent en concubinage ou s'ils sont séparés et que les parents ont reconnu l'enfant.

Les parents peuvent surveiller les allées et venues de leurs enfants, leurs fréquentations. Ils peuvent, en cas de besoin, lire leur courrier et, même prendre des décisions sur lesquelles leurs enfants ne seraient pas d'accord, s'ils estiment qu'elles vont dans leur intérêt. Les enfants n'ont pas le droit de quitter le domicile familial sans l'accord de leurs parents et encore moins le territoire français.

Les parents qui se séparent conservent tous deux, à égalité, une autorité parentale sur leurs enfants. Ils continuent d'exercer les mêmes droits et les mêmes devoirs envers eux et doivent prendre à deux les grandes décisions les concernant :

- problèmes de santé, orientation scolaire, choix religieux et notamment décision sur la résidence.

Mais, l'autorité parentale ne justifie jamais qu'un père ou une mère lève la main sur un enfant ou un adolescent. En France, toutefois, les fessées et les gifles ne sont pas interdites par la loi, comme c'est le cas en Suède ou en Allemagne. Les corrections des parents ne sont pas interdites, elles doivent toutefois rester modérées, ne jamais tourner à la violence, ni humilier.

0 0
0

En l'état de l'évolution du droit, la question peut se poser de savoir si la co-parentalité, est entrée dans les mentalités, si le droit est en harmonie avec la réalité familiale, au quotidien, si les pouvoirs entre père et mère sont équitablement répartis et notamment dans le cadre des séparations des couples.

Quelques observations en tant que praticien sur ce sujet :

Au contact des couples qui se séparent, il apparaît que la loi sur la co-parentalité est en décalage avec la réalité de la majorité des familles.

Tel PERICLES qui eut sur les Athéniens plus d'autorité que de pouvoir, nombre de pères qui disposent de l'exercice de l'autorité parentale en commun, demeurent encore très souvent sous le pouvoir de la mère et, tombent, volontairement ou non, dans le pouvoir de la mère.

Force est de constater, en effet, qu'en cas de séparation, notamment pour les enfants de moins de 8-10 ans, peu de pères vont revendiquer la résidence des enfants, même dans les procédures de divorce par consentement mutuel, les droits de la mère apparaissant primer ceux du père dans ce domaine. Il convient d'avoir à l'esprit une statistique portant sur l'année 2005, qui démontre que 12 à 15 % seulement des pères réclament la résidence de leurs enfants. Les pères en effet réclament devant les Juges aux Affaires Familiales moins la résidence de leurs enfants que l'opinion publique peut le penser.

Toutefois, quand existe un respect mutuel entre les parents, la loi de 2002 sur l'autorité parentale a manifestement eu un effet libérateur et formateur de l'idée d'égalité parentale dans l'éducation des enfants. La notion de co-parentalité a transformé le regard de nombreux pères et mères sur leurs droits par rapport à l'enfant en cas de séparation. Elle s'inscrit aussi dans la logique de la parité père-mère par la redistribution des rôles, le rééquilibrage des responsabilités entre les hommes et les femmes et ce, au bénéfice de toute la situation familiale et, notamment les enfants.

La co-parentalité a permis à l'évidence de combattre la toute puissance de certaines mères et paradoxalement constitue une nouvelle étape du droit des femmes. Elle savent désormais que le père est légalement sur un pied d'égalité.

Il reste que la co-parentalité permet à beaucoup de pères d'exister, d'être présents à part entière, d'avoir la possibilité de prendre leur place et, en cas de séparation, de ne plus cantonner les relations avec leurs enfants aux droits minimaux accordés le plus habituellement par le Juge aux Affaires Familiales (une fin de semaine sur deux et la moitié des vacances scolaires).

N'est-il pas préférable, en effet, pour l'équilibre de l'enfant de pouvoir continuer à être élevé par ses deux parents et d'avoir avec eux des relations équilibrées ? L'enfant a un droit à la co-parentalité ; les parents doivent faire en sorte que celle-ci soit effective.

Il faut toutefois demeurer réaliste.

La mère a toujours été, est toujours dans une situation de puissance, de pouvoir par rapport au père au regard de la résidence des enfants. Combien de femmes utilisent le père comme une autorité, et un recours face aux difficultés d'éducation . Pour une femme, c'est un droit, un acquis, l'attribution de la résidence des enfants. Pour un homme, c'est toujours un combat, un parcours difficile et pas gagné d'avance ; même s'il ne faut pas méconnaître que dans de nombreuses situations, les mères se plaignent à raison, encore, d'être plutôt seules à la barre, certains pères étant peu présents.

Il reste que cette situation pose problème ; et qu'une trop faible implication du père, voulue par celui-ci ou induite par le comportement de la mère, n'est pas sans danger et peut entraîner des dérives au moment de l'adolescence.

Les Juges aux Affaires familiales sont confrontés, en effet, à de nombreuses demandes après séparation, dans lesquelles la mère, souvent désarmée, se pose des questions par rapport à l'enfant qui grandit et, notamment lors de la préadolescence et de l'adolescence.

Il importe donc de veiller au juste équilibre des rapports - père.mère.enfant -, dès la séparation, dès la première comparution des parties devant le Juge aux Affaires Familiales, et ce quelque soit l'âge de l'enfant (même si c'est difficile), afin d'éviter de nouvelles situations de crises, inévitables si l'équilibre n'est pas respecté dès le départ.

A cet égard, il est important de préciser que beaucoup de couples ne conçoivent pas la résidence alternée autrement que par un partage 50/50 du temps de l'enfant. Or, la résidence alternée c'est tout autre chose ; elle permet d'autres aménagements susceptibles de s'adapter à la vie des familles, et notamment aux obligations professionnelles des parents ainsi qu'aux contraintes scolaires des enfants.

De même, quand le Juge aux Affaires familiales pose la question aux pères, de savoir les modalités qu'ils souhaitent pour l'enfant, souvent ils ne savent pas (ou ne veulent pas savoir pour certains d'entre eux) qu'ils peuvent demander autre chose, qu'une fin de semaine sur deux et la moitié des vacances scolaires.

Il est nécessaire de faire dans chaque situation de séparation familiale, et ce dans l'intérêt supérieur de l'enfant, du sur-mesure et non pas du prêt à porter.

Le rôle du Juge aux Affaires Familiales est, en tout état de cause, de faire respecter la coparentalité.

II - Les limites de l'autorité et du pouvoir des parents

L'exercice par les parents de l'autorité parentale et la co-parentalité mis à l'épreuve par les droits de l'enfant :

En parallèle au partage de l'autorité parentale, les Juges aux Affaires Familiales assistent à l'émergence, de plus en plus affirmée, des droits de l'Enfant.

La loi sur l'autorité parentale met l'accent sur l'intérêt de l'enfant et accorde désormais plus de place à la volonté de l'enfant.

Les parents doivent faire en sorte que celle-ci soit effective. Il importe, avant tout, de permettre à l'enfant de bénéficier de l'éducation, des repères et des sécurités nécessaires à son développement et, à la conquête progressive de son autonomie.

La loi impose que "les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent selon son âge et son degré de maturité" (Code Civil article 371-1 al.3). Certes, il s'agit d'une déclaration de principe, sans grande portée pratique, puisque sans sanction. La participation effective de l'enfant reste celle qui lui est accordée déjà par l'article 388-1 du Code Civil, c'est-à-dire le droit d'être entendu dans toute procédure le concernant.

L'article 373-2-11 2° du Code Civil ajoute que lorsqu'il se prononce sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale, le juge prend notamment en considération les sentiments exprimés par l'enfant mineur ; mais pourvu que ses parents agissent "dans le respect de sa personne" (Code Civil article 371-1), l'enfant ne pourra rien exiger de plus de ses parents, même pas de pouvoir "quitter la maison familiale" sans y avoir été autorisé (article 372-3 du Code Civil).

Ainsi, la loi autorise les enfants à s'exprimer sur leur mode de résidence, si les parents se séparent. Ils peuvent le faire directement ou par l'intermédiaire d'un avocat.

La loi n'oblige pas, toutefois, le Juge aux Affaires Familiales à les entendre, s'ils en font la demande. Certains Juges aux Affaires Familiales le font, d'autres le refusent en motivant leur décision.

Mais, même en cas d'audition de l'enfant, le Juge aux Affaires Familiales prend toujours seul sa décision. L'avis de ce dernier n'est donc que consultatif. L'idée est de ne pas faire reposer sur les épaules de l'enfant, une trop lourde responsabilité.

Ainsi, tout enfant est désormais reconnu comme sujet de droit. Mais les droits de l'enfant ainsi reconnus, il est regrettable, parfois, que la Convention Internationale des Droits de l'Enfant ne soit pas appliquée avec une plus grande prudence.

Trop souvent, des dérives et des abus sont constatés.

C'est ainsi que désormais le praticien se trouve investi de la délicate mission de trouver le point d'équilibre, le centre de gravité entre trois intérêts - du père, de la mère et de l'enfant - ; ce qui en situation de crise n'est pas chose aisée. L'on est passé d'une relation monocéphale, la toute puissance du père, à une relation triangulaire. Et, la gestion des situations tricéphales n'est pas facile à régler ; et, il est vrai que plus on crée de droits, plus c'est difficile à gérer.

La gestion de ce triangle familial est également source de pièges, d'écueils. Le risque est de faire de l'intrusion de l'enfant dans le procès parental l'arbitre ou le décideur de celui-ci.

Trop souvent, les parents, déjà trop démissionnaires quand ils vivent ensemble, éludent leurs responsabilités. Ils font de la surenchère dans la démagogie et, se retranchent derrière les droits de l'enfant pour se désengager plus encore et négliger davantage leur pouvoir, leur devoir d'encadrement, de formation et de contrôle. Il est toujours plus facile de laisser faire que de contraindre.

L'expérience démontre que dans de nombreux cas, la parole de l'enfant porte plus d'inconvénients que d'avantages, en risquant d'affaiblir l'autorité des parents, mais aussi celle du Juge aux Affaires Familiales dans certaines familles et, donc d'être facteur de désordre social.

Et, ce pouvoir donné à l'enfant au lieu de le structurer, de l'aider, de le protéger, le fragilise et l'affaiblit.

Force est de constater que dans nombre de procédures familiales, les droits de l'enfant ne connaissent pas de limites. Il arrive que les adultes se cachent derrière les vœux exprimés par l'enfant pour échapper à leur propre responsabilité ou pour faire valoir leur propre point de vue.

Le Juge aux Affaires Familiales a le sentiment, parfois, à travers certaines procédures que les parents attendent de leurs enfants que ce soient eux qui les sécurisent, qu'ils se déchargent des responsabilités qu'ils ne veulent plus ou ne peuvent plus assumer.

L'on constate souvent une inversion des rôles : les parents qui mettent leur enfant sur un piédestal hésitent à se le mettre à dos. Ils ont peur de dire non et, ce sont les parents qui ont peur d'être rejetés et de ne pas être aimés de leur progéniture.

Les parents régressent vers l'infantilisme, vers le jeunisme, et les enfants sont portés vers l'adultisme. C'est la déresponsabilisation des parents, la démission, l'abdication parentale, c'est l'anarchie parentale.

Comme dit Philippe DE RONSARD : "Discours des misères de ce temps" :

"Morte est l'autorité, chacun vit à sa guise."

Il est certain qu'aujourd'hui, l'on n'invoque souvent l'autorité parentale que pour souligner l'absence de son exercice.

De leur côté, les enfants ne font pas toujours la part entre leurs droits et des caprices, entre leurs droits et les conflits inévitables de l'adolescence.

En fait, donner à un enfant sans distinction tous les droits et libertés qu'on donne aux adultes, c'est oublier qu'il a besoin de protection et que l'enfant ne doit pas être un adulte avant l'âge ; on ne doit pas faire peser sur lui des choix qui ne lui incombent pas et, des responsabilités qu'il ne peut en aucun cas assumer.

Et, il est vrai que dans nombre de procédures, après le patriarcat et le matriarcat, l'on connaît l'infantriarc, c'est-à-dire le pouvoir de l'enfant sur ses parents ou l'un d'eux, la toute puissance de l'enfant. Cet infantriarc, le "pouvoir de l'enfant", la toute puissance de l'enfant, se manifestent dans nombre de procédures que le Juge aux Affaires Familiales a à connaître.

A - "le pouvoir" de l'enfant décideur :

Combien de parents disent à l'audience, quand ils sont questionnés sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale qu'ils ont adoptées ensemble : "c'est notre enfant qui a décidé".

Combien de parents qui sont dans le conflit demandent que l'enfant soit entendu ou la désignation d'un avocat de l'enfant, pour que ce soit l'enfant qui décide, qui tranche.

L'angélisme de la parole de l'enfant et des droits de l'enfant provoque très souvent son contraire, à savoir la dictature de la parole de l'enfant.

Pour utiliser l'expression un peu forte d'une collègue, c'est le terrorisme de l'enfant.

Ainsi, dans le contexte d'une impasse décisionnelle entre ses parents, l'enfant est devenu dans beaucoup de procédures "le décideur", celui qui tranche les débats, celui qui prend les décisions, celui qui a le pouvoir de décider.

-

Lorsqu'au moment de la séparation de ses parents, le Juge aux Affaires Familiales demande à un enfant s'il préfère habiter avec papa ou avec maman, le Juge aux Affaires Familiales lui donne un pouvoir que dans la plupart des cas il ne peut pas assumer, parce que, malgré tout, il n'est qu'un enfant, même s'il est une personne. Il est demandé à l'enfant une maturité qu'il n'a pas et, il est vrai que, dans certains cas, l'enfant est obligé de prendre parti.

Quand existe une situation de blocage entre les parents, c'est l'avis de l'enfant qui fait la différence et, cet avis, à l'évidence, affaiblit l'autorité parentale.

Par exemple, un enfant en résidence alternée. Aucun des parents ne démérite - bon père - bonne mère. Un jour, l'un des deux parents quitte la région pour des raisons professionnelles impérieuses. La résidence alternée n'est plus possible. L'enfant est entendu. Il est difficile pour le Juge aux Affaires Familiales de statuer sans tenir compte de l'avis de l'enfant, sans suivre l'avis de l'enfant. C'est cet avis qui va se transformer en décision du Juge aux Affaires Familiales.

Cet état de fait peut inquiéter. Cette situation ne donne pas à l'enfant un cadre parental satisfaisant et, ne le prépare ni au monde scolaire, ni au monde du travail, ni au monde des adultes, ni à la résistance à la frustration, ni aux contraintes du quotidien.

Il est vrai que cette voie visant à encourager, voire à systématiser l'audition de l'enfant et recueillir son avis, est de plus en plus ancrée dans la réalité de notre société. C'est ainsi qu'elle est encouragée par le Défenseur des droits de l'enfant dans un rapport de l'année 2005 et, par la Mission parlementaire d'information sur la famille et les droits de l'enfant dont le rapport a été déposé le 25 janvier 2006.

Mais, pensons à cette réflexion de PLATON sur l'enfant tyran. Elle est toujours d'actualité : "lorsque les pères s'habituent à laisser faire leurs enfants, lorsque les fils ne tiennent pas compte de leurs paroles, lorsque les maîtres tremblent devant les élèves et préfèrent les flatter, lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus au-dessus d'eux l'autorité de rien, ni de personne ; alors c'est là le début de la tyrannie".

Pensons aussi au roman d'Alphonse DAUDET "Rose et Ninette", un des premiers romans sur le divorce. Dans Rose et Ninette, DAUDET prophétise les effets pernicieux qu'aurait la dissolution du mariage sur les enfants. Pour lui, les enfants du divorce ne sont pas seulement des victimes, dans les rapports avec leur parents, ils agissent souvent comme des bourreaux.

B - Le "pouvoir" de l'enfant dans le conflit de loyauté :

Cette situation n'est pas sans risque ; car force est de constater qu'au lieu de protéger l'enfant, elle conduit dans certaines situations à le piéger dans un conflit de loyauté.

Le conflit de loyauté ne donne pas seulement un pouvoir au parent qui en est à l'origine, mais aussi à l'enfant qui est sommé de choisir. Il se présente pour l'enfant comme un choix imposé.

Le conflit de loyauté peut être plus ou moins intense, portant sur les détails de la vie quotidienne, ou, plus grave, sur des décisions importantes, notamment le lieu de résidence. Or l'enfant peut difficilement se sortir du piège d'un conflit de loyauté, soit l'enfant tente désespérément de maintenir la balance entre ses deux parents, soit il prend le parti de l'un des deux.

Le cas du parti pris est beaucoup plus fréquent, car plus confortable. L'enfant n'a pas le sentiment d'avoir choisi cette solution, elle s'impose à lui.

L'enfant cherche à protéger le parent qui lui semble le plus faible ou le plus victime. Il choisit celui qui, à ses yeux, a le plus besoin de son aide.

Dans le cadre du conflit de loyauté, l'enfant dispose d'un pouvoir qu'il n'a pas demandé et que le comportement de ses parents ou de l'un d'eux lui a donné.

Le conflit de loyauté engendre très souvent une lutte de pouvoirs entre les parents qui peut être comparée à une guerre entre deux Etats, la victime étant, en l'espèce, non pas le peuple, mais l'enfant.

C - La fragilisation et l'affaiblissement de l'enfant :

Pour illustrer la fragilisation et l'affaiblissement de l'Enfant, un poème, un roman et l'avis d'un psychologue :

Un poème de Daniel Bernabé - L'Injuste Epreuve :

“Ce tout petit enfant dont les pensées se brouillent ...
Saufagement l'atteignent...
Sa prière muette comme une onde qui court
Renferme tout le drame, d'un appel au secours,
Et ses grands yeux noyés reflètent un seul désir :
Hurler à en mourir qu'il ne peut pas choisir.”

Et, ce roman, magnifique et dramatique à la fois, de Jean Denis Bredin “L'enfant sage”.

Pris entre un père et une mère séparés qui se détestent, ne se parlent pas, l'enfant sage se suicide.

“ Son père, sa mère éloignés au point qu'ils semblent ne s'être jamais rencontrés, deux maisons qui s'ignorent, deux lits, sans vrai repos, deux gâteaux d'anniversaire pour fêter les 12 ans, deux mondes qui n'ont en commun qu'un passé enfui, interdit. Julien est l'enfant du partage.

Il va de son père à sa mère, de sa mère à son père. Il sourit, il approuve, il veille sur l'un, il veille sur l'autre ; il les garde, il ment chaque fois qu'il est nécessaire.”

En outre, lors d'une conférence, M. Benoît VAN DIEREM, psychologue, médiateur et expert s'est exprimé de la manière suivante :

“ J'ai déjà relevé à plusieurs reprises les effets pervers que la toute puissance donnée à l'enfant dans nos sociétés peut avoir dans son développement psychologique, en particulier dans des cas de séparations conflictuelles où on lui inculque très fréquemment que faute d'accords entre les parents, “ c'est l'enfant qui décide”, allant jusqu'à lui faire penser qu'il a le droit d'éliminer un parent de sa vie s'il déclare qu'il n'a plus “envie” de le voir.”

Le prix à payer pour beaucoup d'enfants face à cette lutte de pouvoirs entre des parents qui demandent à un enfant de choisir est terrible, redoutable, terrifiant et même tragique.

Les faits, malheureusement, attestent de cette réalité, au quotidien.

Combien de situations de Jafferies sont soumises aux Juges des Enfants. Bon nombre de ces magistrats constatent une augmentation importante de saisines concernant des enfants en souffrance, issus de couples désunis, que ce soit en matière d'assistance éducative ou au pénal.

Ces saisines correspondent souvent à des situations d'enfants ou d'adolescents, victimes des relations conflictuelles de leurs parents ou d'une autorité parentale inexistante ou bafouée.

Ces situations correspondent au glissement de la perte d'autorité du père, de la mère et de la prise de pouvoir de l'enfant, qui dessert l'enfant lui-même et la société. Elles sont le lit de l'enfance en danger et de la délinquance.

D'ailleurs, une statistique de l'O.N.E.D. démontre que 75 % des signalements d'enfants en danger sont liés à des séparations et conflits parentaux.

0 0
0

CONCLUSION

Face à ce constat quelque peu pessimiste, quelle solution ? Quelle piste de réflexion ?

S'adressant aux élèves d'IUFM, Claudia RENAUD, enseignante, leur conseille: "Personnellement, je ne crois pas en l'autorité pour faire travailler les élèves, pour les faire écouter, pour leur faire apprendre. Je crois bien davantage à l'agrément et au plaisir de la découverte." "Vous aurez à créer une relation de qualité avec chacun de vos élèves et de chacune de vos classes. Cette relation de qualité ne saurait passer par la coercition". "Et peut-être est-ce en ne croyant pas à l'autorité que vous deviendrez une autorité pour vos élèves."

Dans le domaine familial, c'est la même chose, l'autorité doit devenir exemple, communication, échange et si l'époque n'est plus au pouvoir autoritaire des parents, elle ne doit pas être non plus écrasée, anéantie par la sur-puissance de l'enfant.

Le droit à une autorité intelligente, bienveillante et fiable devrait être érigé en droit de l'enfant, car si la névrose infantile qui perdure à l'âge adulte est souvent la maladie consécutive d'un autoritarisme éducatif ; le suractivisme, le problème de comportement, l'échec scolaire et la délinquance sont souvent des signes d'une autorité parentale laxiste ou dictatoriale, en tout cas non satisfaisante.

Et, le Juge aux Affaires Familiales doit veiller à ce que l'exercice de l'autorité parentale ne soit pas défaillant ; que la responsabilité parentale ne se délite pas.

Certes, le Juge aux Affaires Familiales ne peut qu'être d'accord pour réaffirmer les droits de l'enfant, mais il doit aussi réaffirmer la notion d'autorité parentale. Celle-ci n'est pas synonyme de **domination**, même s'il n'y a pas d'éducation sans contrainte ; un enfant a besoin d'adultes responsables en face de lui.

Elle est l'obligation faite aux parents d'apporter à l'enfant sécurité, protection, pour l'aider à devenir à son tour un **adulte responsable et autonome**. Et, bien sûr lui donner leur écoute, leur amour, sans lequel un enfant ne peut pas grandir.

La famille doit rétablir la négociation, le dialogue, la discussion et, comme le dit Jean Jacques ROUSSEAU "il faut traiter l'enfant en enfant, non comme un adulte." et, pour ce faire, la médiation familiale est un outil à privilégier.

Elle est un outil indispensable, parce que dans le cadre familial, on touche aux limites de l'avocat et du Juge aux Affaires Familiales, et parce qu'il s'agit pour chacune des parties de s'exprimer sur la situation familiale, de confronter les intérêts divergents et de faire émerger une solution concertée alors que les contraintes du temps judiciaire ne le permettent pas.

Même si la médiation familiale n'est pas le Docteur miracle, elle allie souplesse et rigueur.

Elle s'inscrit dans la recherche d'une meilleure collaboration des parents pour organiser, dans le dialogue et le respect mutuel parental, les modalités d'exercice de l'autorité parentale et ce, en considération des droits et de l'intérêt de l'enfant.

Elle permet d'aider à la prise de conscience de la nécessité de la coparentalité, dans le cadre d'une séparation conflictuelle ou non, sans lutte de pouvoirs entre les parents, mais dans le cadre d'un pouvoir parental équilibré.

Elle permet de rétablir, de cette manière, l'autorité parentale en responsabilisant les parents et, en les amenant à aménager un partage de pouvoir intelligent, et leur devoir de décision, qui relève de leur responsabilité première, mais surtout elle place les parents devant la nécessité d'associer l'enfant aux décisions qui le concernent et, de rétablir le respect réciproque entre les parents d'abord et, entre les parents et les enfants ensuite.

A cet effet, l'idée serait, plutôt que de recueillir au moment de la séparation conflictuelle ou non des parents, l'avis de l'enfant, de donner à celui-ci, comme cela se fait dans certaines régions, un espace de parole, dans lequel l'enfant pourrait parler de la séparation de ses parents et être informé de la procédure.

Il est important, en effet, pour l'enfant de savoir que le divorce, la séparation de ses parents est légal, légitime et va donner lieu à une décision de justice et, qu'il ne s'agit pas d'un acte plus honteux que le mariage.

Il convient que l'enfant ait pleinement conscience combien l'absence du père (ou de la mère) est dramatique pour lui, pour la collectivité et, même pour la mère (ou le père) qui doit assurer seule une responsabilité parfois écrasante. A un moment où l'on parle de plus en plus de la nécessité de **responsabiliser les parents** dans le cadre d'un contrat de responsabilité parentale, la médiation familiale doit permettre aux parents de réfléchir à l'avenir et à l'éducation de leurs enfants, dans le cadre d'une séparation conflictuelle ou non, et de réinventer leurs rôles respectifs, en associant étroitement et intelligemment leurs enfants aux décisions à prendre.

Il est nécessaire, en amont ou pendant la procédure de séparation, de responsabiliser les parents, leur faire comprendre que ce qui est important pour les enfants qui ont des parents qui se séparent, c'est d'abord que la séparation se déroule en bonne intelligence, dans le calme et le respect mutuel et que les enfants puissent être amenés, si cela est nécessaire pour eux, à s'exprimer sur les conséquences de cette séparation sur leur vie d'enfant. Des mots faux dits par les parents sont destructurants pour la vie des enfants. Il faut être vrai avec les enfants et leur dire que les parents, s'ils se désaccouplent, ne se séparent pas d'eux et les aiment toujours.

C'est toute une culture qu'il faut promouvoir, celle de l'autorité parentale respectée par les enfants, celle des pouvoirs équilibrés au sein de la famille, celle du dialogue, de l'écoute, du doute, du questionnement, du respect mutuel et de l'échange et, la médiation familiale est à l'évidence l'outil indispensable à une telle ambition.

Laissons la parole, en guise de conclusion, à deux témoignages de parents, qui ont travaillé en médiation familiale.

- Un père :

“ Dans le cadre de la Médiation, j'ai pu faire passer le message à mon ex-concubine, comme quoi je désirais être un vrai père présent pour ma fille ce que j'aurais eu, je pense, énormément de mal à faire sans la présence des médiatrices de Résonances qui arrivaient très bien à pacifier et canaliser le discours et les émotions.”

- Une mère :

“ La démarche de Médiation Familiale est globalement positive, et je pense très profitable pour l'avenir des enfants.”

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- Rapport en date du 25 janvier 2006 établi au nom de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants, présidée par M. Patrick BLOCHE et rapportée par Mme Valérie PECRESSE, Députée.
- Défenseure de l'Enfant - rapport annuel année 2005
La Documentation Française 2005
- Rendre Justice aux Enfants par Claire BRISSET
Editions Anne Carrière 2006
- En enfant sage - Jean Denis BREDIN
Editions Gallimard 1990 - Folio 1992
- Emile ou de l'éducation - Jean-Jacques ROUSSEAU
GF Flammarion 1966
- Des enfants sur la terre - entre l'inacceptable et l'espoir - Daniel BERNABE
Com'Impact Impression
- Rose et Ninette - Alphonse DAUDET
Librairie Flammarion 1891.
- Rapport sur Moi - Grégoire BOUILLIER
Editions Allia 2003
- Les plus Beaux Poèmes pour les enfants
Anthologie de Jean ORIZET
Le Cherche Midi 1997
- Le vademecum du magistrat prescripteur d'une mesure de médiation familiale
(Danièle GANANCIA et Marc JUSTON, membres du GEMME) –
site E.N.M.
- Je ne crois pas en l'autorité (ou comment motiver les élèves) lettre de rentrée aux jeunes stagiaires, par Claudia RENAULT enseignante à l'I.U.F.M.

Plénière 3

« La question du pouvoir et de l'autorité en séances... »

Lorsqu'une difficulté survient dans nos existences, nous faisons appel aux psychothérapeutes, avocats, intervenants sociaux, médiateurs : on leur reconnaît des compétences singulières, les sujets leur confèrent de l'autorité, la société attribue à certains du pouvoir ... Ils reçoivent des demandes, sont investis d'une autorité. Comment pensent-ils leur intervention, quel usage font-ils de leur (s) pouvoir(s) ?

Alain VALTIER

Psychiatre, Psychanalyste, Psychothérapeute de couple (Paris)

Des paradoxes semblent être à l'origine des médiations familiales. Ils affectent de hautes valeurs auxquelles sont attachées notre vie quotidienne. L'amour, la liberté et l'égalité représentent ces valeurs. Le thème de ce congrès interroge par lui-même ce délicat enjeu. En effet, le pouvoir et l'autorité ne posent vraiment question que depuis qu'un changement a progressivement eu lieu dans le domaine de la communication entre les personnes. Notre habitude des thérapies en couple alimentera nos hypothèses au cours de cet exposé.

La décision de l'union fait maintenant appel directement au désir des intéressés. L'**amour** est un sentiment obligé, et paradoxalement, les séparations se font plus nombreuses depuis que le mariage de raison est remplacé par celui de la passion.

La **liberté** des mœurs est également un ferment de discorde. Sa conquête reste fragile, elle est récente et doit se poursuivre en permanence.

Au niveau d'un couple, les pouvoirs de la femme ont tendance à devenir **égaux** à celui de l'homme. Cette évolution est inéluctable, elle imprègne l'air du temps. Une modification des rapports de force, liée à cet acquis, est à prendre en considération.

Quelques dates récentes permettent de mieux comprendre le cheminement actuel. En France, des repères permettent de s'orienter.

1945 Le droit de vote est acquis pour les femmes qui deviennent citoyennes à part entière.

1970 Apparition et généralisation de la pilule contraceptive.

1975 L'autorisation légale d'avorter est votée au parlement.

La femme dispose plus librement de son corps depuis cette époque et avec les modifications légales. Un nouveau dialogue avec les hommes doit s'établir en tenant compte de ce constat fondamental. Notamment, entre les exigences du corps sexué quand elles s'opposent au besoin de se parler.

Nos professions semblent être nées de cette nouvelle situation.

L'autorité, comme les pouvoirs, doivent arriver à s'affirmer en tenant compte des différences entre les hommes et les femmes. L'autorité devient plus partagée entre eux et les pouvoirs, eux, sont toujours plus multiples.

Si le médiateur est médecin, on appellera son intervention une thérapie. Du soin naîtra de sa pratique.

Si le médiateur est systémicien, on décèlera dans son choix une prépondérance aux interactions et une priorité sera accordée à la relation entre les

membres d'un groupe donné.

Si le médiateur est psychanalyste, son intervention portera essentiellement sur le sens des mots, les fantasmes associés et sur les intentions de chacun.

Si le médiateur est comportementaliste, il s'appuiera préférentiellement sur le corps et la matière.

Si le médiateur est commis par la justice, la police ou une quelconque administration son intervention tiendra compte de l'origine de la demande.

De multiples formes de médiations existent. Elles reflètent la complexité de la société actuelle.

Le pouvoir peut être remplacé par des forces qui créent un rapport de tension désagréable. Ces rapports de force enveniment les liens entre l'homme et la femme. Pourtant, ils apparaissent inéluctables. Une médiation apparaît alors nécessaire, dans certains cas.

L'autorité peut être perçue comme une fermeture. Elle est alors celle qui interdit. Elle peut également s'ouvrir et incarner celle qui autorise. Pouvoirs et autorité gagnent à ne faire qu'un, à se confondre.

Mais, toujours des paradoxes surgissent, ils sont à traiter un par un. Le couple homme-femme reste notre terrain de prédilection pour les aborder. Notre intervention est-elle à considérer comme une médiation ?

La question du pouvoir et de l'autorité en séances

Laurence GERMAIN

Avocate (Saintes)

« Lorsqu'une difficulté surgit dans nos existences nous faisons appel aux PSYCHOTHERAPEUTES, AVOCATS, INTERVENANTS SOCIAUX, MEDIATEURS :

On leur reconnaît des compétences singulières, les sujets leurs confèrent de l'autorité, la société attribue à certains du pouvoir.... ils reçoivent des demandes, sont investis d'une autorité.

Comment pensent-ils leur intervention, quel usage font-ils de leur(s) pouvoir(s) ? »

Il convient tout d'abord, à mon sens, de définir les notions d'autorité et de pouvoir et de voir dans un second temps quel usage j'en fais dans mon activité professionnelle.

Dans un premier temps, il sera donc question du contenu du rôle de l'avocat dans l'exercice de sa profession, au cours d'entretiens avec les clients, dans l'usage de la parole au sein du tribunal, celui-ci étant entendu largement comme étant la scène du débat, du lieu d'exposition des litiges.

Dans un second temps, il conviendra de dire le témoignage d'une vie professionnelle d'avocat avec l'expression de la pratique à la lumière des outils notamment de la médiation.

I/ LE ROLE DE L'AVOCAT, SON POUVOIR, SON AUTORITE SUR LES DIFFERENTES SCENES OU IL INTERVIENT :

A/ LES DEFINITIONS DES TERMES DE POUVOIR ET D'AUTORITE ET DES TERMES D'AVOCAT :

Le terme d'avocat :

Comme chacun sait, le terme d'avocat est emprunté au latin *advocatus* qui vient de *ad* qui veut dire vers, à et de *vocare* qui veut dire appeler d'où le terme de vocation.

Le terme d'avocat a toujours désigné une personne habilitée à assister et à représenter quelqu'un en justice.

Ce qui est amusant, c'est que le féminin *d'avocate* qui apparaît au 14^{ème} siècle est emprunté au latin chrétien *advocata* désignant la Vierge Marie en tant que porte-parole des humains auprès de Dieu.

Le terme d'**autorité** est lui aussi issu du latin *auctoritas* dérivé de *auctor* qui désigne le fait d'être *auctor*, c'est-à-dire fondateur, instigateur, conseiller, garant, vendeur, possesseur et aussi auteur.

Mais le sens dominant d'autorité c'est le droit de commander, d'imposer l'obéissance.

C'est ce qui vient du 12^{ème} siècle à nouveau.

Que dire alors du **terme pouvoir** ?

Le terme pouvoir, comme nous le savons aussi, vient du latin et du latin populaire *potere*.

C'est le fait d'être capable de, mais aussi d'avoir de l'importance, de l'influence, de l'efficacité.

C'est le sens de, aussi être en mesure de faire quelque chose.

Dans **quelles scènes**, dans **quelles situations**, à **quelles difficultés** l'avocat, celui qui intercéde, qui représente, qui conseille, va-t-il mettre en valeur son pouvoir, son autorité ?

Je pense en particulier à tout ce qui concerne par exemple les séparations de couple, les divorces, tout ce qui a trait à l'autorité parentale, notamment par rapport aux enfants, tout ce qui concerne les ruptures dans les contrats de travail, tout ce qui a trait aux successions dans les familles, aux obligations alimentaires.

Il va y avoir comme une interaction entre ce que le client demande à son avocat et le rôle que l'avocat va se donner par rapport au client.

Au fond, le schéma, c'est le suivant :

Le client fait une demande que l'on appelle d'ailleurs dans notre jargon le fait de donner mandat à son avocat, le définir va définir la limite, c'est-à-dire le cadre dans lequel l'avocat intervient ; l'avocat doit alors ne pas dépasser ce mandat ou faire savoir qu'il ne l'accepte pas (il nous arrive de dire à un client que nous faisons « jouer notre clause de conscience » car il apparaît impossible d'accepter la charge, le mandat donné par le client »).

En revanche, lorsque le client a fait sa demande, a donné son mandat et que l'avocat l'a accepté, l'avocat doit alors tout mettre en œuvre, c'est-à-dire tout son savoir, toute sa compétence au service du mandat qui lui est donné.

J'en tire deux conclusions **dans la scène qui est avocat-client**.

La première conclusion c'est qu'il me semble que l'avocat n'a rien à voir avec le pouvoir ou du moins avec l'autorité puisqu'il n'exécute finalement que ce que lui demande son client (sauf lorsqu'il – précisément – fait valoir sa clause de conscience et refuse de défendre son client) pourtant il me semble qu'il a du pouvoir puisque c'est grâce à son savoir reconnu qu'il va traduire la demande de son client, lui donner forme et mettre tous ses moyens pour obtenir satisfaction.

La deuxième conclusion c'est que si l'on admet que l'avocat a du pouvoir comme je viens de le dire plus haut et qu'il est dénué d'autorité, alors, dans quelle situation peut on considérer qu'il a de l'autorité ?

1) c'est lui qui va faire le choix de la stratégie à mettre en place avec son client.

Il va donc, par exemple dans un divorce, avec une femme battue qui vient le voir et qui s'engage enfin dans une demande en divorce, il va exposer les procédures possibles puis invitera sa cliente à réfléchir mais forcément subjectivement il l'inclinera vers tel ou tel choix, vers telle ou telle stratégie.

2) par son savoir, sa compétence, son art oratoire, il va avoir autorité sur les juges.

C'est-à-dire qu'il va avoir ce que l'on a défini tout à l'heure comme le pouvoir d'imposer l'obéissance, c'est-à-dire le pouvoir de faire juger, de faire décider.

Si l'avocat ne saisit pas le tribunal dans certains domaines, il n'y aura pas de décision.

Il a donc bien cette autorité, ce pouvoir de faire décider.

La scène suivante se déroule dans le tribunal :

L'avocat est alors muni de tous ses artifices, c'est-à-dire de tout son costume qu'on appelle la robe et il va alors devenir « impressionnant » parce qu'il va être aussi différent et il imposera alors son autorité, c'est évident, ne serait-ce que par cet appareil, cet apparence.

Il va aussi alors, c'est vrai, utiliser son pouvoir, pouvoir de séduction auprès du magistrat pour lui faire accéder à sa demande, pouvoir de conviction en avançant les arguments, pouvoir peut-être de manipulation et pouvoir du verbe.

Ce verbe qui a trait à la voix qui fait que certains sont appelés précisément les « ténors du Barreau. »

Parti donc du constat que sur la scène avec le client on peut estimer qu'il y a des limites posées et qu'il n'y a pas tout pouvoir mais aussi qu'il y a quand même de l'autorité, on voit bien que sur la scène du tribunal on se retrouve avec l'idée de l'avocat somme toute doté de pouvoir et d'autorité.

Quel est donc, au vu de ces constats, le regard que je pose sur ma pratique et notamment à travers quelques outils que j'ai en ma possession et qui sont ceux que j'ai acquis à travers la médiation ?

III/ REGARD POSE SUR UNE CERTAINE PRATIQUE PROFESSIONNELLE D'AVOCAT :

La question qui s'est toujours posée pour moi est celle de savoir le rôle et la position que je devais avoir en tant qu'avocat vis-à-vis du client dans mes entretiens et dans la présentation du litige devant le magistrat.

Mes domaines d'intervention sont généralement le droit des personnes, donc le droit de la famille et également le droit du travail.

Je dois dire que je suis empreinte, pour ne pas dire imprégnée, par certains outils que m'a donnés la médiation, notamment dans l'écoute du client mais aussi dans la manière de présenter le litige devant les magistrats.

Certes, je connais la notion de mandat que me donne le client quand il vient me voir, certes je procède avec lui à la détermination d'une certaine stratégie, certes je sais que notre profession est quand même orientée vers le duel, ou du moins la dualité, mais il n'en demeure pas moins que très souvent je me trouve amenée à rappeler au client la recherche de l'accord, le dénouement des nœuds du conflit.

Je dois dire qu'en matière familiale je suis quand même aidée par les lois nouvelles et en particulier par la loi sur le divorce qui a donné, au moins dans la présentation des demandes en divorce, d'emblée l'aspect conflictuel puisque ne paraît plus du tout dans la requête les éléments qui sont conflictuels et que la recherche d'un accord sur tous les domaines de la séparation s'avère nécessaire.

De la même manière, lors des débats, particulièrement lors des tentatives de conciliation, ou des audiences devant le juge aux affaires familiales après le divorce ou des séparations de concubins, il est vrai que ma démarche va d'abord être de rechercher la main tendue, l'accord possible et donc de me mettre en quelque sorte dans une position permettant, bien sûr de mettre en avant la notion de pouvoir, la notion d'autorité, mais également la notion de recherche de l'accord.

Il n'est pas rare également qu'en matière prud'homale, lors de la tentative de conciliation et après que j'aie exposé la demande de mon client, les griefs formulés par le salarié par exemple ou l'employeur vis-à-vis de l'autre, je ne cherche l'accord possible.

Alors c'est vrai que je sais que j'ai du pouvoir sur le client, sur le juge, je sais que j'ai de l'autorité aussi mais peut-être qu'une certaine pratique professionnelle avec quelques petits outils que j'ai gardés de la médiation, me permettent de travailler, je dirai autrement.

Bien évidemment, des matières tel que le droit de la famille ou le droit du travail amènent aussi très fréquemment à être dans une relation très conflictuelle.

Ce que je voudrais dire c'est que tout cela est pour moi en tout cas atténué en grande partie par les formations que j'ai pu avoir et qui toutes m'ont amenée à penser que quelquefois je n'en **pouvais mais** et qu'il fallait donc travailler différemment pour peut-être permettre, si ce n'est évidemment une paix sociale, du moins une paix conjugale ou un apaisement du conflit tout simplement.

« La Médiation Familiale est un processus de construction ou de re-construction du lien.... »

Bernard CORTOT
Médiateur Familial (Lille)

Ainsi donc la Médiation Familiale peut être perçue comme la volonté d'établir un tronc commun, un pont, entre deux êtres qui aspirent ... à se ...délivrer !

Cette volonté, ce lien ...social, était hier structuré à partir de deux principes fondateurs :

- 1 - l'allégeance de fait au puissant, le roi sous l'ancien régime
- 2 – une référence commune et unique au catholicisme

Le 9 octobre 1792 nos ancêtres révolutionnaires portaient un coup de grâce à ce second principe

- *l'assemblée nationale considérant combien il importe de faire jouir les français de la faculté du divorce qui résulte de la liberté individuelle...décrète qu'il y a urgence...* »

La possibilité de divorcer hier en contradiction avec la religion « d'état » était ainsi reconnue...

Et comment oublier que quinze jours plus tôt, l'évêque constitutionnel de BLOIS, l'abbé Grégoire, avait le 21 septembre fait abolir la royauté par l'assemblée constituante

- supprimant de fait le premier principe évoqué plus haut

C'est presque un pléonasme que de dire que le contexte qui préside à la médiation familiale trouve ses racines dans une volonté fondamentale de liberté...

► Soit, mais en recevant ces deux personnes en médiation, j'accepte aussi de me placer en face d'une première contradiction :

Relier deux êtres pour établir un tronc commun décrété nécessaire par le corps social alors que l'un des deux, au moins, aspire à... la liberté individuelle...

→ Mon pouvoir sur, ces deux possibles sujets cherchant à s'individualiser, est déjà inscrit dans mon activité ...avant même que je puisse exposer ce qui aspire à

structurer ma clinique !... métaphoriquement il n'est pas question de monsieur contre madame,

Mais d'abord de :

Un contre deux

Je parle de mon pouvoir car j'ai décidé de faire profession de médiateur familial.

Bien entendu, le cadre légal m'a donné les clefs du cheval de TROIE qui doit me permettre de légitimer ce premier pouvoir sur les candidats à la séparation :

L'enfant

Ou plus exactement le principe de co-parentalité qui aspire à devenir une traduction particulière, mais obligée, du lien social nécessaire à notre société, qui par nature a toujours été multiculturel.

Si l'enfant n'est pas mon souci premier, ni parfois celui des divorçants (est-il d'ailleurs cité dans la définition retenue par le cadre légal) c'est bien lui qui légitime la médiation familiale sinon de quel lien parlerait-on ?

Pouvoir de la société sur l'espace de médiation familiale

Bien sûr, dans l'intimité de la séance on peut s'affranchir, à l'occasion, de ces obstacles à la liberté des sujets mais où se trouve justement cette bonne distance entre liberté intérieure et contrainte extérieure ?

Pour illustrer mon propos je voudrais m'arrêter sur le pouvoir que nous avons de choisir notre modèle ou plus exactement la pratique de réalité qui découle du modèle choisi !

Pour échapper au « *un contre deux* » décrit plus haut, qui pourrait prendre le doux parfum du contrôle social, il m'arrive de « *faire du Un et un face au Deux et deux* » autrement dit de « faire » de la Co-médiation

C'est bien connu à deux on additionne nos compétences ..., seulement nos compétences...et puis pour pratiquer la multi partialité c'est plus indiqué

Co-médiation pour coparentalité

Ne sont ils pas co-auteurs et ne doivent ils pas co-laborer ? A défaut ils pourraient se voir co-accusés et subir une forme de co-ercition ...

La co-médiation est elle le contre remède au pouvoir de fait du praticien ?...A voir... ce serait limiter la communication à son seul niveau digital et faire fis de toute la dimension analogique qui naît de la rencontre singulière avec deux personnes qui ...ne s'entendent pas ...ou plus !

Au-delà de nos certitudes sur le bien fondé de la co-médiation, un homme une femme- un médiateur du champ psy un du champ juridique...et d'autres compilations possibles... nous transmettons ce message implicite :

Nous sommes ensemble...que ne faites- vous de même !...

N'y a-t-il pas dans ces messages non- verbaux une dimension à bien des égards moralisatrice, mais ma liberté ne s'arrête t-elle pas là ou commence celle de l'autre ...de l'enfant ?

Sans pouvoir de décision...sans doute...mais pour le reste, tout le reste ?

La médiation familiale est d'abord une médiation et elle ne se légitime pas à partir de la recherche d'un possible consensus décisionnel mais dans la démarche singulière qu'elle propose.

Mais le lien c'est aussi un objectif au même titre que ce que nous proposons hier : la recherche d'accords... Objectif fondamental décrété par qui ? Les sujets ou...

Les sujets qui s'adressent à nous viennent ils pour rechercher un lien ? Qui peut le prétendre ?

Je ne suis pas sûr que la dimension du pouvoir « institutionnel » soit moins présent dans la définition d'aujourd'hui qu'il ne l'était dans celle d'hier. Ce pouvoir je le fais mien en acceptant la place qui est la mienne en séance

La médiation familiale, plus que les autres médiations, est une pratique d'influence où la dimension du pouvoir sur « le couple qui aspire à la liberté » naît justement de l'objectif qu'elle se donne, que ce dernier soit explicite ou implicite.

Plénière 4

« Du pouvoir et de l'autorité en médiation familiale »

Le pouvoir du médiateur - Tabou ou illusion ? Quel est le pouvoir du médiateur familial et que peut-il en faire ?

Fanette DUCHESNE

Médiatrice Familiale

Planning Ourthe-Amblève Aywaille

Collectif contraception Seraing

Belgique

INTRODUCTION

CHAPITRE I : LE POUVOIR

Notion de pouvoir en médiation

Les formes du pouvoir en médiation

CHAPITRE II : LA MEDIATION

Définition

Objectifs de la médiation

Cadre et processus

Déontologie

CHAPITRE III : LES FORMES DU POUVOIR EN MEDIATION

1. Le pouvoir sur le processus et sur le cadre
2. Le pouvoir d'identification ou de référence
3. Le pouvoir de compétence ou d'expertise
4. Le pouvoir d'information
5. Le (non) pouvoir de décision du médiateur
6. Le pouvoir d'interprétation
7. Le pouvoir de persuasion et de manipulation
8. Le pouvoir de séduction

CONCLUSION

INTRODUCTION

Le pouvoir à la fois fascine, dérange ou inquiète, mais laisse rarement indifférent. Tabou, il est souvent connoté négativement, car associé aux abus. Or, un pouvoir mal connu risque d'être mal utilisé.

Malgré son importance dans les relations humaines, ce concept de pouvoir nous est peu familier. Il est peu abordé dans le cursus de formation et une fois dans la pratique, on prend rarement la peine d'y réfléchir.

Pourtant, dans le processus de médiation, de multiples formes de pouvoir sont en œuvre entre les clients et le médiateur, contrairement aux fréquentes

affirmations comme « le médiateur n'a du pouvoir que sur le processus, pas sur le contenu ».

J'ai voulu définir ce que recouvre la notion de pouvoir, identifier les types de pouvoir du médiateur présents en médiation familiale et examiner comment le médiateur peut les intégrer dans son travail.

Je n'aborde pas la médiation sous contrainte - car les jeux de pouvoir s'y organisent de façon spécifique en fonction du contexte.

Je vous invite à m'accompagner dans ce cheminement.

CHAPITRE I : LE POUVOIR

Le pouvoir est un phénomène complexe dont l'analyse relève de différentes disciplines : sciences politiques, sociologie, psychologie,...

Je me penche sur les formes interpersonnelles du pouvoir, c'est-à-dire la capacité pour une personne de modifier le comportement d'une autre.

Je n'aborde pas le pouvoir dans sa dimension politique, c'est-à-dire "*en tant que moyen symbolique et généralisé d'imposer des obligations et d'obtenir des engagements en vue de l'action collective*"¹².

Notion de pouvoir

Le pouvoir est la capacité pour une personne (A), par son action ou sa seule présence, d'influencer les croyances, l'attitude et le comportement d'une autre personne (B). Dans les faits, cette capacité peut n'être que partiellement ou pas du tout utilisée.

Le pouvoir est une relation et non une caractéristique de l'individu.

Le pouvoir est présent dans toutes les relations sociales.

Il est réciproque. Il induit deux forces, l'une allant dans le sens du changement de B dans le sens voulu par A et l'autre, allant en sens opposé, de B vers A.

Il est relatif et instable. Il n'est pas acquis une fois pour toute et fluctue suivant le contexte.

Il varie dans le temps et dans l'espace. Il dépend de la situation émotionnelle, socio-économique et culturelle¹³ des personnes.

Il est en partie inconscient. Le pouvoir peut s'exercer tant à l'insu du détenteur que du destinataire.

¹² J. POITOU, « Le Pouvoir et l'Exercice du Pouvoir », in *Introduction à la psychologie sociale*, Librairie Larousse, Paris, 1973, p.45.

¹³ Lisa Parkinson, *Family Mediation*, Sweet & Maxwell, 1998, Chap. 8

Notion de pouvoir en médiation

Dans le contexte de la médiation, le pouvoir peut se définir comme *"la capacité d'une personne, dans une relation, à influencer ou modifier le résultat"*¹⁴ de la médiation.

CHAPITRE II : LA MEDIATION

1 : Définition

"La médiation familiale est un processus de coopération en vue de la gestion d'un conflit familial dans lequel un tiers impartial, professionnel qualifié, est sollicité par des protagonistes pour les aider à trouver eux-mêmes les bases d'un accord durable, mutuellement acceptable et ressenti comme juste pour chacun". Elle peut concerner la séparation d'un couple et les modalités organisationnelles relatives aux enfants, un désaccord entre parents et un de leurs enfants, etc.¹⁵

2 : Objectifs de la médiation

Les principaux objectifs de la médiation familiale peuvent se résumer comme suit :

1. Rétablir ou établir une communication efficace

entre les intéressés afin de créer une compréhension mutuelle.¹⁶ Les médiés vont prendre de la distance par rapport à leur conflit et exprimer leurs sentiments, émotions et besoins profonds.

2. Responsabiliser

les intéressés quant aux conséquences de leurs décisions et leur permettre de clarifier leurs rôles et responsabilités envers leur enfant et dans son intérêt (optique de co-parentalité).¹⁷

3. Rechercher des solutions durables

qui tiennent compte des besoins, valeurs et intérêts des intéressés et de leurs enfants (solutions "sur mesure" ressenties comme justes par chacune des parties).

4. Rendre le pouvoir aux intéressés et leur laisser le rôle d'experts

pour leur permettre de choisir librement les solutions qu'ils veulent donner à leur différend.¹⁸

5. Permettre une transformation positive des relations entre médiés

pour leur permettre de gérer eux-mêmes leurs éventuels conflits ultérieurs. On sort de la logique « perdant-gagnant ».

¹⁴ Kelly, 1995 cité par Lisa Parkinson, *Family Mediation*", Sweet & Maxwell, 1998, Chap. 8)

¹⁵ Patrick VAN LEYNSEELE et Florence VAN DE PUTTE, *Les enjeux de la médiation familiale*, Journal des tribunaux, 1999, p. 249.

¹⁶ C. DENIS, *La médiatrice et le conflit dans la famille*, Ed. Eres, Ramonville Saint Ange, 2001, p. 212

¹⁷ Définition proposée par Hélène VAN DEN STEEN : « la co-parentalité, c'est le droit de l'enfant de maintenir un lien égal avec ses deux parents et le droit de chacun des parents d'élever son enfant », *Syllabus 2002-2003*.

¹⁸ J LEVESQUE, *"Méthodologie de la médiation familiale"*, ERES, Canada, 1998, p. 130.

3 : Déontologie et médiation

De plus en plus souvent, les médiateurs familiaux se dotent de code de déontologie par lesquels ils acceptent de se fixer des règles de bonne conduite.

S'imposer des limites, c'est déjà reconnaître son pouvoir et accepter de canaliser ou de ne pas l'utiliser.

Les règles éthiques ou de déontologie rassurent les parties et les protègent "*contre les abus et excès*"¹⁹.

En Belgique, le médiateur est soumis, comme les autres professionnels de la relation d'aide, aux règles pénales (secret professionnel) et civiles en matière de responsabilité professionnelle²⁰. Des codes de déontologies²¹ se dégagent certains grands principes communs tels que la confidentialité, le droit de refuser ou d'interrompre une médiation pour de justes motifs, le devoir d'information vis-à-vis des parties, l'indépendance du médiateur, l'incompatibilité d'intérêts, la neutralité,....

Le principe de neutralité implique de ne prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre des partenaires et de se maintenir à équidistance. Ce concept est impossible à respecter dans les faits. Le médiateur est un être humain chargé de son histoire, de ses valeurs et de sa sensibilité qui influenceront ses perceptions. C'est un but qui vaut la peine d'être poursuivi. Je préfère parler de « multipartialité ».

CHAPITRE III : LES FORMES DU POUVOIR EN MEDIATION

Remarque préliminaire

Un certain nombre d'auteurs distinguent le pouvoir légitime du pouvoir de contrainte.

Le pouvoir de contrainte comprend la violence, la force, la contrainte et la crainte et s'appuie sur la puissance, le commandement, la sanction. Il tend « *à faire réaliser par un individu ou un groupe ce qui est contraire à leur volonté* »²². Il aboutit fréquemment à la soumission et l'obéissance.

Le pouvoir légitime (ou « autorité ») désigne "*une relation excluant la vraie contrainte, une sorte de pouvoir d'influence étrangère à la violence directe*"²³. Elle correspond aux valeurs admises par un groupe humain sur bases desquelles ce

¹⁹ J-F. SIX, *Op. cit.*, p. 89.

²⁰ article 1232 du Code civil .

²¹ Le Code de déontologie de l'Association pour la Médiation Familiale de novembre 2000 (rue Melpomène, 24C, 1080 Bruxelles), le règlement de l'Ordre national sur la Médiation familiale du 26 juin 1997 applicable aux avocats médiateurs, le projet de Code de Déontologie de la Médiation du Centre de Recherche sur la Médiation (rue Auguste-Buisseret, 24, 4000 Liège), le projet de Code de l'Union belge des Médiateurs Professionnels (Rue Franklin, 112, 1000 Bruxelles).

²² J. RUSS, *Les Théories du Pouvoir*", Le Livre de Poche, -Références-, Paris, 1994, p. 32.

²³ J. RUSS, *Op. cit.*, p. 39.

groupe accepte qu'une personne ait le droit de régir certains secteurs de sa vie et estime qu'il est de son devoir de lui obéir²⁴.

Max Weber distingue trois types d'autorité reposant sur des légitimités différentes : l'autorité charismatique, l'autorité traditionnelle et l'autorité rationnelle-légale²⁵.

L'autorité charismatique "apparaît quand les gens respectent les qualités particulières d'une personne et voient dans ces qualités des raisons" de lui obéir et de lui accorder le droit d'agir en leur nom²⁶.

Le pouvoir légitime implique une relation de confiance et suppose que les limites du pouvoir soient précisées et respectées, pour éviter la résistance²⁷. C'est de ce type de pouvoir qu'il est question dans la médiation volontaire.

Les huit formes de pouvoir du médiateur

Inspirés par les travaux de John R.P. French JR et Bertram Raven²⁸, de Philippe Bernoux, de M. Crozier et R. Friedberg, de Gareth Morgan²⁹, je dénombre huit types de pouvoir qui peuvent se manifester dans le cadre de la médiation : le pouvoir sur le cadre et le processus, le pouvoir d'expertise, le pouvoir d'information, le pouvoir d'identification, le pouvoir de décision, le pouvoir d'interprétation ou symbolisme, le pouvoir de persuasion et de manipulation, le pouvoir de séduction.

1. Le pouvoir sur le processus³⁰ et sur le cadre³¹

Le médiateur n'a pas de pouvoir de décision et pourtant, son rôle est loin d'être passif. Il doit déployer beaucoup d'énergie pour que la médiation aboutisse.³² Le médiateur invite les parties à une vraie communication faite d'écoute et d'échanges. : silence, précautions de langage et de ton, ...³³.

²⁴ G. MORGAN, *Op. Cit.*, p. 167.

²⁵ *Ibid.*, p. 167. L'autorité traditionnelle « s'enracine dans le caractère sacré des traditions et coutumes ». L'autorité rationnelle-légale se fonde sur « la croyance en la légalité des ordonnances du chef ».

²⁶ *Ibid.*, p. 167.

²⁷ J-P. POITOU, *Op. cit.*, p. 56.

²⁸ voir John R.P. French JR et Bertram Raven (USA) ont élaboré un modèle général de classification des bases du pouvoir (1959) qui a été modifié par Raven (1965). Voir F. PETIT, *Op. cit.*, p.115. et William P. URCHUL et Bernam H. RAVEN, *Social Power in School Consultation : A contemporary View of French and Raven's Bases of Power Model*, Journal of School Psychology, USA, vol. 35, n°2, 1997, p. 146.

²⁹ MORGAN Gareth, *Images de l'organisation*, éd. Presses de l'Université de Laval, Canada, 1999.

³⁰ La médiation familiale est un processus structuré qui obéit à des règles précises et qui repose sur des valeurs fondamentales. Il se déroule généralement en 5 grandes étapes³⁰ : 1) la collecte d'informations (De quoi s'agit-il ?), 2) l'argumentation (Pourquoi conflit?) 3) l'élaboration des options de solutions (quelles possibles ?) 4) la prise de décisions et leur concrétisation. (Qui fait quoi ?, Comment ?, Quand?, Comment vérifier la mise en pratique?...) 5) la signature de l'entente des partenaires. Voir Hélène VAN DEN STEEN, in Syllabus Découverte de la médiation - IPESPS, 2002-2003, p. 24 –30.

³¹ Le cadre selon Claire Denis, le cadre, c'est une "base organisatrice"³¹. Il s'agit du lieu, de l'espace, du temps, des modalités de paiement, du rôle du médiateur et de la place des médiés ainsi que des règles qui seront applicables tout le long du processus de médiation. - C. DENIS , *Op. cit.*, p.189.

³² J-F. SIX, *Op. cit.*, p. 184.

³³ J-F. SIX, *Op. cit.*, p. 196.

Le grand défi du médiateur au stade du premier entretien est de transformer une attitude de compétition en une attitude de coopération entre les parties. Il les aide "à élaborer et à formuler leurs propres hypothèses sur la façon de gérer la situation"³⁴.

Le médiateur est le garant du processus et cadre de la médiation. Il veille au respect de « la loi interne » (règles consensuelles de base) et « externe »³⁵.

2. Le pouvoir d'identification

Ce pouvoir se base sur le fait que "B s'identifie ou désire s'identifier à A. Quelles que soient les réactions de A, B s'efforcera d'agir dans le sens voulu par A".³⁶

L'agent qui possède certaines caractéristiques (même sexe, âge et expérience professionnelle similaires) peut, par ce seul fait, voir son pouvoir d'identification renforcé. De même, en partageant avec son correspondant la prise de décision et en soulignant leurs ressemblances, il renforce ce pouvoir³⁷. Ces attitudes et caractéristiques peuvent également déplaire et devenir source d'un pouvoir négatif d'identification.

En médiation

Le médiateur est, pour les parties, un modèle de communication. Les médiés peuvent calquer leur mode de fonctionnement et leur langage sur celui du médiateur, que ce dernier en ait ou non conscience.

Le médiateur doit être attentif à son apparence et à l'image qu'il donne. Il ne peut négliger la force du pouvoir d'identification qui se dégage de sa personne et de son comportement.

Ce pouvoir peut aussi bien servir que desservir les objectifs de la médiation.

3. Le pouvoir de compétence ou d'expert :

« A exerce un pouvoir en fonction de ses connaissances -effectives ou supposées - reconnues par B dans un domaine précis. »³⁸

La crédibilité de A aux yeux de B se fonde sur le savoir-faire et les capacités techniques de A à résoudre les problèmes. Ce pouvoir peut aussi se fonder sur une croyance. La croyance que A a des connaissances supérieures à celles de B.

Des caractéristiques comme l'âge, le sexe, l'expérience professionnelle, le niveau de diplôme, peuvent renforcer involontairement le pouvoir d'expertise de l'agent³⁹.

³⁴ J. LEVESQUE, *Op. cit.*, p. 88 et 83.

³⁵ C. DENIS, *Op. cit.*, p. 76.

³⁶ F. PETIT, *Op. cit.*, p. 119.

³⁷ URCHUL et RAVEN, *Op. cit.*, p. 147.

³⁸ F. PETIT, *Op. cit.*, p. 119.

³⁹ URCHUL et RAVEN, *Op. cit.*, p. 148.

Le fait d'avoir les connaissances est en soi une source de pouvoir, mais si les autres savent que l'agent jouit de ces connaissances, cela augmente habituellement encore son pouvoir.

L'expert peut augmenter son pouvoir à l'égard de son correspondant en faisant des recommandations de manière autoritaire, en décrivant son parcours professionnel et son expérience. L'usage d'un langage technique ou la prise unilatérale de décisions renforcent également le pouvoir d'expertise de l'agent.⁴⁰

Le pouvoir d'expertise peut également déranger, s'il semble être utilisé aux seules fins de servir les intérêts de l'agent.

En médiation

Le médiateur se distingue de l'expert ou du spécialiste qui grâce à ses compétences particulières "réelles, supposées ou prétendues", trouverait la solution pour régler le problème.

Il arrive que les parties qui viennent en médiation désirent déléguer leur pouvoir de décision et d'analyse au médiateur et lui demandent la solution. Elles se placent dans un rapport de soumission ou de dépendance à l'égard du médiateur

Le médiateur devra, au cours de la médiation, renvoyer les intéressés vers eux-mêmes et vers leur propre capacité. En bref, leur restituer ce pouvoir d'expertise. La responsabilité de la définition du problème et sa solution est laissée aux clients. C'est un premier pas vers "l'empowerment"⁴¹.

Ex : Par sa manière de se présenter, le médiateur influence la nature et l'étendue de son pouvoir d'expertise.

4. Le pouvoir d'information ⁴² :

Une personne A a la capacité d'influencer une autre B parce que B estime que les informations contenues dans le message de A sont pertinentes. A fournit à B une explication logique ou de nouvelles informations favorisant le changement.

Celui qui possède l'information peut infléchir ou modifier une décision en transmettant ou non l'information qu'il estime utile en fonction de ses objectifs et de ceux de ses correspondants.

Ce pouvoir est souvent classé dans le pouvoir d'expertise⁴³. Le pouvoir d'information et d'expertise ont des points communs : dans les deux cas, B pense "*Je vais faire comme le suggère A parce que c'est la meilleure manière de régler le problème*". Mais il existe une différence entre ces deux pouvoirs. Avec le pouvoir d'expertise, B

⁴⁰ URCHUL et RAVEN, *Op. cit.*, p. 139.

⁴¹ J. LEVESQUE, *Op. cit.*, p. 82.

⁴² *Ibid*, p.139.

⁴³ *Ibid*., p. 139.

pense : " Parce que A connaît bien son sujet, il a raison mais je ne comprends pas exactement pourquoi". Avec le pouvoir d'information, B pense : "Oui, j'ai écouté attentivement A et je peux maintenant voir moi-même que c'est clairement la meilleure manière de résoudre le problème".

Parmi les spécificités du pouvoir d'information, notons que le changement de comportement qui en résulte se maintient même si la dépendance de B vis-à-vis de A a cessé : B a intégré le comportement modifié et le perpétue car il sait que c'est la meilleure chose pour lui.

En médiation

Le médiateur peut, à l'occasion, informer les médiés à condition que cette information soit générale, objective et identique pour les deux parties. Elle leur ouvre alors une marge de réflexion plus large et de nouvelles possibilités de solutions.

Le médiateur encourage les parties à s'informer sur leurs droits respectifs et à consulter, le cas échéant, un spécialiste de leur choix pour conseils ou informations complémentaires.

De façon générale, le médiateur doit savoir qu'en fournissant certaines informations, il peut modifier les rapports de force entre les parties. Une information peut être plus ou moins favorable à l'une ou l'autre partie.

Ex: Une partie, qui prétend avoir les bonnes informations juridiques, peut perdre sa position dominante si elle perd son privilège du savoir.

5. L'autorité sur la prise de décision

Pour Gareth Morgan⁴⁴, *"la capacité d'influencer les résultats d'une prise de décision est une source de pouvoir bien reconnue"*. Il invite à distinguer trois éléments dans la prise de décision : les prémisses à la décision, les mécanismes de prise de décision et les enjeux et objectifs relatifs à la prise de décision.

- a) Les prémisses à la décision : En influençant les prémisses de la décision, une personne peut favoriser des décisions qu'il souhaite ou empêcher que soient prises certaines décisions.

« Une certaine dose de domination quasi invisible ou inconsciente est inhérente au vocabulaire, aux structures de communication, aux attitudes, aux croyances, aux règles et aux façons de faire »⁴⁵.

- b) Les mécanismes de prise de décision sont mieux connus et plus faciles à détecter. Comment fait-il prendre une décision ? Qui doit y prendre part ? Quand faut-il la prendre ?

⁴⁴ MORGAN Gareth, *Images de l'organisation*, éd. Presses de l'Université de Laval, Canada, 1999, p. 170.

⁴⁵ Ibid, p. 173.

- c) Les enjeux et objectifs relatifs à la prise de décision : *"La dernière manière d'influencer la prise de décision, c'est d'influencer les enjeux et les objectifs dont il est question et les critères d'évaluation dont on se servira. (...) Grâce à l'éloquence, à une bonne connaissance des faits, à un engagement passionné ou simplement par la ténacité ou l'endurance, il est possible d'exercer une influence considérable sur l'issue de la discussion."*⁴⁶

En médiation : le non-pouvoir du médiateur

En médiation familiale, l'absence de pouvoir de décision est peu remise en cause par la littérature sur la médiation dans laquelle elle apparaît comme une vérité unanimement acceptée et incontestable.

Le médiateur ne peut intervenir dans la décision finale mais cela signifie-t-il qu'il n'influencera pas la prise de décision?

Quand le médiateur gère activement le processus, il influence - volontairement ou non - les discussions au niveau *"des prémisses à la décision"*. Les informations qu'il donne, ses questionnements, le fait de relever ou d'ignorer tel mot ou tel comportement, ...auront une incidence indirecte sur la décision finale.

Les règles de base et les mécanismes prévus en médiation garantissent aux parties qu'elles ont, concrètement, le mot de la fin.⁴⁷

Le médiateur possède le pouvoir potentiel d'influencer la décision mais doit, à tout le moins, s'interdire d'en user au stade final de la prise de décision. Les limites établies par le mécanisme de décision doivent l'y aider.

6. Pouvoir d'interprétation

Le pouvoir d'interprétation est la capacité de définir la réalité des interlocuteurs et de donner un sens à la situation dans laquelle ils se trouvent. Son influence est beaucoup plus *"subtile et symbolique"*.

Certaines personnes, conscientes de l'impact des instruments de communication, peuvent le pratiquer comme un jeu, une mise en scène afin de servir leurs intérêts. D'autres y recourent inconsciemment.

7. Le pouvoir de persuasion et de manipulation

Persuader, c'est amener (quelqu'un) à croire, à penser, à vouloir, à faire quelque chose, par une adhésion complète en touchant sa sensibilité (sentimentale autant qu'intellectuelle)⁴⁸.

⁴⁶ G. MORGAN, *Op. cit.*, p. 174.

⁴⁷ Elles peuvent interrompre la médiation quand elles le souhaitent; elles ne sont pas obligées de parvenir à un accord; le médiateur ne peut pas décider à leur place, elles doivent pleinement adhérer à la décision.

⁴⁸ Petit Robert, 1996.

La manipulation est une variante de la persuasion définie par son caractère occulte. A influence B, l'oriente, sans lui dire ou sans le lui demander, vers un comportement souhaité par A.

8. Le pouvoir de séduction

La séduction se définit comme « *Gagner (quelqu'un) en persuadant ou en touchant, avec l'intention de créer l'illusion* » en employant tous les moyens de plaire.⁴⁹

Jacqueline Russ précise que persuader, séduire et manipuler orientent les individus à leur insu et font partie des techniques du pouvoir d'influence.

En médiation

Le médiateur doit aider les parties à atteindre leurs objectifs. Il ne doit ni forcer l'adhésion, ni servir ses propres intérêts.

Ces huit formes de pouvoir se présentent rarement dans la réalité à l'état pur. Un type de pouvoir se combine, à des degrés variables, aux autres. L'agent les choisit en fonction de leur efficacité à modifier ou non le comportement de l'interlocuteur.

Le médiateur doit s'atteler à sortir rapidement les personnes de leurs préjugés et illusions et faire en sorte que la confiance qu'on lui accorde repose non plus sur des connaissances prétendues, des impressions,... mais sur de réelles compétences telles que l'écoute active, l'empathie,...

CONCLUSION

Un pouvoir mal connu risque d'être mal utilisé.

Si le pouvoir est la capacité d'une personne d'influencer le comportement d'une autre personne ou d'un groupe de personnes, il est omniprésent dans les relations sociales, y compris en médiation.

Dans une médiation, le médiateur influence constamment le cours des discussions et le comportement des médiés. Il possède beaucoup du pouvoir.

Son pouvoir repose sur la légitimité, par opposition à la contrainte. Pour s'exercer, il a besoin d'être accepté par les intéressés.

Le médiateur possède le pouvoir que lui donnent les parties et celui qu'il possède par ses compétences, sa fonction, sa personnalité,....

Les pouvoirs que peut exercer le médiateur sont nombreux et variés, tels le pouvoir d'expertise d'information, d'identification, de décision, de persuasion, pouvoir sur le processus,

⁴⁹ Petit Robert, 1996.

Avoir le pouvoir n'est en soi ni mauvais, ni bon. Ce qui importe c'est l'usage que le médiateur en fait. Il peut choisir de l'utiliser ou non. Il peut décider de le cultiver, de le renforcer ou de le réduire

Certains pouvoirs sont admis, voire exigés du médiateur :

- Le pouvoir sur le cadre est fondamental. Le médiateur est le garant de l'acceptation et du respect des règles de base (écoute mutuelle, non-agression, ...).
- Le pouvoir sur le processus. Pour produire du changement dans la communication entre les clients, faire évoluer leurs perceptions et progresser vers une entente mutuelle, le médiateur doit user de son influence. Il reformule, encourage, recadre, souligne, questionne, informe, organise, équilibre les pouvoirs des médiés,
- Le pouvoir d'information. En informant les parties, le médiateur peut les aider à ouvrir leur champ de vision et à reconsidérer leur point de vue. Ceci peut parfois modifier, volontairement ou non, les rapports de pouvoirs entre parties;
- Le pouvoir d'identification. Le médiateur est pour les parties une personne de référence. Elles peuvent calquer leur attitude et leur mode de fonctionnement sur ceux du médiateur. Celui-ci peut guider les parties vers une autre manière de se parler et de s'écouter.

Par contre, certains pouvoirs doivent être écartés :

- Le pouvoir d'expertise. Le médiateur ne peut s'en servir pour se substituer aux parties. Pour éviter d'imposer sa façon de voir aux parties, il ne peut pas faire état de ses opinions, ni donner des conseils, ni interpréter les dires et attitudes des parties, même si, celles-ci souhaiteraient parfois voir le médiateur réfléchir et trouver les solutions à leur place.
- Le pouvoir de persuasion : Le médiateur ne doit pas à tout prix aboutir à un accord ou pacifier les conflits (pas d'obligation de résultat). Il ne doit pas recourir à des arguments rationnels pour forcer l'adhésion de l'une ou des deux parties;
- Le pouvoir de manipulation. Ce pouvoir est occulte et s'exerce à l'insu des médiés. Il les empêche de comprendre le processus et de s'y impliquer;
- Le pouvoir de décision : Il n'appartient pas au médiateur de trouver les solutions, ni de décider à la place des parties. Celles-ci doivent élaborer elles-mêmes les solutions qui leur conviennent. Elles doivent pleinement adhérer aux décisions prises, sans se les voir imposer.

Nous reconnaissons au médiateur un pouvoir de décision indirecte. Dans la conduite du processus, le médiateur oriente la réflexion des parties et influence indirectement le contenu de la décision finale.

De façon générale, le pouvoir du médiateur est connoté positivement, si :

- Il sert l'intérêt des clients et non le sien;
- Il permet une plus grande implication des parties dans le processus et dans la recherche de solutions;
- Il améliore la circulation des informations entre les parties;
- Il favorise le changement et encourage les parties à reconnaître leurs compétences et qualités;
- Il aide les parties à réfléchir et à ouvrir leur champ de vision;

Le pouvoir devient négatif, s'il place le médiateur dans un rapport de supériorité à l'égard des parties, qui porterait atteinte à leur liberté et leur autodétermination dans l'élaboration des solutions.

Le pouvoir qu'utilise le médiateur devrait être respectueux des parties et les aider à reconnaître leurs aptitudes à trouver des solutions justes et équilibrées, afin qu'elles puissent reprendre progressivement la maîtrise de leur conflit et de leur vie.

En bref, le médiateur doit accepter de perdre du pouvoir pour permettre aux parties d'en retrouver (de décision, de réflexion, ...).

Mais le médiateur est un être humain. Par la médiation, il peut, consciemment ou non, chercher à se rassurer, à camoufler ses peurs ou à satisfaire un besoin de puissance. Il peut éprouver une certaine satisfaction d'ordre narcissique à être obéi des parties.

Manier le pouvoir avec talent, en respectant toujours le libre-arbitre des parties, n'est pas chose aisée. La bonne volonté et les bonnes intentions ne suffisent pas. Il est nécessaire que le médiateur prenne conscience de ses représentations, de ses valeurs et de ses résistances car elles influencent sa manière de travailler. Il peut ainsi développer ses aptitudes techniques.

Pour améliorer son efficacité, le médiateur peut se donner les moyens de mieux se connaître tant sur le plan personnel que professionnel.

En prenant conscience de ses pouvoirs et de ses limites, il peut s'il le souhaite orienter son action vers plus de respect des clients et mieux assumer ses responsabilités.

Le pouvoir est une réalité. Il appartient au médiateur de l'utiliser avec prudence, une réflexion critique permanente s'avère indispensable. Il ne peut dès lors resté tabou !

J'espère avoir contribué à cette réflexion critique.

La conception de l'autorité et du pouvoir que les médiateurs familiaux ont dans l'exercice de leur art

Catherine GASSEAU

*Médiatrice familiale et directrice de l'association Résonances (Bouches du Rhône),
Juriste, formatrice en droit de la famille appliqué à la MF et
Responsable de modules de droit des formations menant au Diplôme d'Etat de la MF
(notamment IRTS PACA Corse et IRTS Besançon).*

Le pouvoir? nous, jamais! L'autorité ? oui, mais....c'est un peu comme ça que je nous entend parler ou réagir, nous médiateurs familiaux, aussi bien dans nos pratiques que dans les différents postes d'autorité que nous pouvons avoir dans les services et les réseaux professionnels....

Nous portons un discours contradictoire : le pouvoir, c'est nocif, le médiateur n'a pas de pouvoir...et en même temps, la médiation permet aux personnes de reprendre pouvoir...je perçois chez nous une peur du pouvoir, qui ne peut ni se dire ni se vivre alors même que nous oeuvrons pour que le médiant reprenne capacité à agir et à décider....comme si le pouvoir étant remis aux personnes, le médiateur n'en avait pas...tout en acceptant une autorité nécessaire sur la tenue du cadre et le déroulement du processus...

Et je me pose plein de questions :

- ✓ qu'est ce qui fait peur dans ce mot : le pouvoir ?
- ✓ quelles représentations en avons-nous ?
- ✓ Comment pouvons nous tendre à redonner pouvoir (au médiant) et rejeter notre propre pouvoir?

Pouvoir et autorité : mots mêlés, emmêlés, à démêler...

Ils sont dangereux, ces mots, alors même que nos objectifs s'expriment en terme d'accompagnement pour amener l'autre vers ses propres solutions, ses propres choix, son propre pouvoir, en toute liberté, sans pression, sans prise de pouvoir....

Ils sont beaux ces mots lorsqu'il s'agit justement de redonner pouvoir, de permettre à l'autre de reprendre pouvoir sur ses décisions, sa capacité à agir, sa vie....

- ✓ Qu'est ce que cela signifie ce métier où l'objectif premier du médiateur est de redonner pouvoir aux personnes alors même que le médiateur ne s'autorise pas à regarder, accepter, définir son propre pouvoir ? Qu'est ce qui se joue ici ?

Et d'abord, de quoi parle-t-on ?

- ✓ Pouvoir de....(faire, agir, dire...) ou pouvoir sur (quelqu'un, quelque chose...) ?
- ✓ Pouvoir pour le pouvoir ? Pouvoir pour avancer ?
- ✓ Pouvoir ou toute puissance ?

- ✓ Domination, assujettissement, pouvoir qui écrase ou élévation, responsabilisation, pouvoir qui libère ?
- ✓ Rapport de force ou pouvoir d'influence, d'action ?
- ✓ Pouvoir occulté, nié, détourné, tout puissant ou pouvoir utilisé avec transparence et clarté pour accompagner le changement ?

Et bien, j'ai envie de remplacer tous les « ou » par des « et »...oui, c'est bien cela le pouvoir, du positif et du négatif selon ce que l'on va en faire...tiens, comme le conflit, mais bien sur, nous y voilà ! le pouvoir, au fond, c'est neutre, comme le feu ou l'eau, c'est ce qu'on va en faire qui donnera le ton, la couleur...

Et en effet comment écouter, parler, agir travailler sans pouvoir, sans autorité ?

Pouvoir et autorité qui circulent, passent de l'un à l'autre, force et énergie en marche, capable de produire un effet considérable, qui agit avec force...quel médiateur n'a connu ce moment de plénitude, lorsqu'à travers ce jeu des pouvoirs en œuvre dans l'espace médiation, quelque chose se passe, là, de l'ordre de la bascule, du changement....

Comme dans tous lieux où se joue les relations humaines, à titre professionnel comme personnel, se jouent ces jeux inévitables de pouvoir et pas seulement d'autorité.

Les luttes de pouvoir existent, émergent, s'activent, pas toujours nommées, et font d'autant plus mal que le milieu des médiateurs, comme ses partenaires, s'en croyait et l'en croyait à l'abri : le pouvoir, nous, jamais !

Qu'est ce que cette croyance d'être à part ? à l'abri de cela ?

Comment ce pouvoir peut-il se gérer de façon saine, non nocive s'il n'est pas à point nommé, reconnu, pour être utilisé de façon positive ????

Et le pouvoir nommé, reconnu et surtout consenti, légitimé ne sera plus pouvoir de domination mais aptitude à soutenir une démarche de changement.

On a passé notre temps à donner du pouvoir aux autres, en oubliant le notre. Comme si on faisait pour les autres ce qu'on refoule pour soi même ! Mais c'est un début ! Oser parler du pouvoir du médiateur, le reconnaître pour mieux le contrôler, le mettre en œuvre sciemment, l'utiliser à dessein avec l'autre, en toute intégrité. Pas de pouvoir sain sans consentement ni légitimation....

Pas de pouvoir sain sans questionnement, doute, comptes à (se) rendre...

Et voilà peut-être pourquoi le médiateur a à faire avec le pouvoir, pourquoi il est là à sa place...parce qu'il se questionne, accepte difficilement (douloureusement ?) l'idée qu'il doit faire avec ce pouvoir et son corollaire d'autorité...

Il ne fait sans doute pas ce métier par hasard, cet être du non-pouvoir bien obligé cependant d'en passer par là...il n'est pas là par hasard, non plus, quoiqu'il en dise, dans ces postes d'autorité dans les structures de médiation, dans les organismes fédérateurs...

Peut-être en effet est-il là parce que questionnant si fortement ce pouvoir, cette autorité, l'imprégnant en même temps de l'esprit de la médiation, , il est à même non seulement de l'utiliser avec éthique et intégrité, mais peut-être de lui redonner toute sa noblesse...

Albert Jacquard dit que celui qui utilise ou détient le pouvoir n'est pas « un personnage supérieur aux autres, il est surtout un premier de cordée à qui on a délégué certains choix, aux décisions de qui on fait confiance. Il n'a pas à exercer une autorité de haut en bas, mais à assumer une responsabilité qui lui donne parfois

le devoir d'imposer sa volonté »...et... « Tout pouvoir est provisoire, celui qui l'exerce rend des comptes »...

Et ce texte éblouissant :

« Le vrai problème est d'éliminer du pouvoir ceux qui ne le cherchent que par goût du pouvoir. L'homme politique idéal est Cincinnatus, qui refusait le pouvoir et qu'il a fallu aller chercher alors qu'il labourait son champ. Parmi les progrès nécessaires de la démocratie, la mise en place de procédures permettant de nommer chef celui qui ne désire pas être chef est particulièrement urgente... »

« Petite philosophie à l'usage des non philosophes » Albert Jacquard, Calmann-Lévy 1997 (Livre de poche).

Ma conception du pouvoir et de l'autorité dans l'exercice de mon art de médiateur familial

Dominique LEFEUVRE
Médiateur Familial (Paris)

Tout m'est permis, mais tout ne me construit pas.

Saint Paul, Epître aux Corinthiens, I, 10, 23.

Je n'ai pas d'intentions évangéliques en étant médiateur familial.

Oui, les notions de **pouvoir et d'autorité** concernent ce qui se passe durant les **entretiens de médiation familiale**, mais il importe de donner un sens précis à ces mots.

J'ai dû le pressentir plus que le formuler quand j'ai choisi de me former à la médiation familiale, j'ai comme d'autres, un rapport personnel au conflit et au pouvoir. Je voulais disposer de plus de pouvoir ou d'un pouvoir différent dans les situations familiales auxquelles j'étais confronté. L'autorité, qui m'était conférée dans la fonction d'alors, me mettait mal à l'aise.

Une définition du pouvoir par Max Weber : « faire triompher au sein d'une relation sociale sa propre volonté et ce malgré la résistance d'une ou d'autres personnes ».

Les enjeux de pouvoir entre les parents eux-mêmes. Les échanges familiaux ne sont pas toujours régulés par la parole et par la négociation. Ils sont le résultat d'un rapport de pouvoir, qui dépend des ressources que chacun des membres de la famille met en œuvre pour imposer sa volonté.

Sans se focaliser ici sur le rapport complexe et changeant des pouvoirs entre les personnes reçues au cours d'un entretien de médiation familiale : deux postulats en tant que médiateur familial sont présents à mon esprit en les recevant : l'issue est imprévisible et le jeu conflictuel - coopératif est incessant.

Qu'est ce qui va fonder mes choix pour intervenir ?

Jacques Riffault invité lors d'une journée d'études de l'A.P.M.F, avait intitulé son propos « éthique et épistémologie des pratiques d'influences ». Il avait proposé une définition de la médiation familiale comme pratique d'influence entendue comme « l'action la plus souvent graduelle et continue qu'exerce une personne ou une chose sur une autre », « **influence** qui agit, produit divers effets, qui amène, entraîne des **changements**, des modifications chez l'autre ».

L'exercice de mon pouvoir de médiateur familial vise au développement de l'**autonomie** de chacun en les considérant comme les agents essentiels de leur autonomie. L'autonomie est à la fois fin et moyen et exclut la contrainte ainsi que toute forme de manipulation.

Le **savoir** est une ressource, nos connaissances réelles ou supposées constituent une condition de l'exercice de notre autorité. Pour s'incarner, tout savoir doit être mis en pratique ; celui de faire... Le savoir est alors compris comme une compétence véritable outil de pouvoir, celui de l'expert.

Dans le langage commun : l'expert sait ce qu'il y a de mieux pour ses clients, il peut agir par la persuasion. Justin Lévesque précise qu'en tant que médiateur familial "nous sommes parfois dans le dilemme :

- De l'expert par rapport à la personne facilitante,
- Du négociateur chevronné par rapport à celui qui assiste la négociation,
- Du conseiller technique par rapport à celui qui limite son pouvoir de persuasion au processus et enfin
- Du spécialiste par rapport à l'accompagnateur dans une démarche de résolution des conflits. »

Le médiateur familial est une tierce personne objective plus que neutre qui encourage la communication, promeut l'empathie, recadre le conflit... **il reconnaît l'importance d'agir au moment approprié.** S'il est neutre sa présence et sa fonction sont neutralisées.

Si les médiateurs familiaux peuvent être considérés comme des « facilitateurs » qui ne disposent d'aucun pouvoir pour imposer une solution, cela ne veut pas dire que le rôle des médiateurs familiaux est sans influence dans la recherche d'un accord. La médiation familiale peut être comparée à un jeu stratégique dans lequel les personnes mais aussi les médiateurs familiaux mettent en place des stratégies, des tactiques pour parvenir à la réalisation de leurs objectifs.

Paraphrasant Myriam Revault d'Allonnes dans son livre « le pouvoir des commencements ». **L'autorité** ne se détient pas à la manière d'une « chose » que j'aurai en ma possession. Elle m'a été confiée et je n'en suis, pour un temps, que le dépositaire. Parce qu'elle s'exerce dans un devenir, elle « autorise ». Le déplacement du mot "autorité", vers le verbe "**autoriser**", met l'accent sur l'activité et installe l'autorité au cœur d'une philosophie pratique dont le noyau est, "je peux" et même "nous pouvons". Car ma responsabilité ne va pas sans que soit donnée à ceux que j'autorise la **capacité** de l'exercer à leur tour.

Les parents nous autorisent ou non à leur transmettre le pouvoir de développer leurs propres capacités.

Et si notre autorité consistait à exercer notre capacité à faire en sorte que les parents aient la capacité de commencer ? Commencer, c'est commencer de continuer dans les pas des générations précédentes. Continuer, c'est continuer de commencer aujourd'hui pour que demain s'inscrive dans une dynamique de changement.

Il me reste toujours à questionner avec mes pairs, avec les personnes que je reçois et par de vers moi : à partir d'où, jusqu'où et comment j'exerce ma capacité à mettre en question les choix que j'opère durant les entretiens de médiation familiale ?

Quel sens donnent-ils chacun, quel sens je donne à mes interventions et nos interactions.

Bibliographie

Jean Pierre LEBRUN, *Avons-nous besoin d'un tiers*, Erès, 2005.

Justin Lévesque, *Méthologie de la médiation familiale*, Erès, 1998

Myriam Revault d'Allonnes, *Le pouvoir des commencements. Essai sur l'autorité*, Seuil, 2006

Collectif, *Le pouvoir. Des rapports individuels aux relations internationales*, Sciences Humaines, 2002

Le pouvoir du médiateur

Marie-Josée PAHIN
Médiatrice Familiale (Marseille)

Oser parler du pouvoir du médiateur permet de poser la question non pas de son influence imaginaire mais d'une direction réelle dont il a la responsabilité vers une progression symbolique du dialogue.

Je proposerai de distinguer quatre étapes structurales dans la mise en jeu de d'une action qui, au delà des particularités de chaque conflit, précisent son pouvoir:

1°

Dans un premier temps doit s'affirmer de la part des médians un choix fondamental entre une réaction d'agressivité et de rejet face à la part énigmatique du désir de l'autre ou un intérêt et un questionnement face à cette énigme.

Sur le plan psychanalytique, cette ambiguïté entre rejet et attirance concerne ce que Freud a approché sous le concept de "la chose : Das Ding".

Lorsque l'enfant est confronté à l'ailleurs énigmatique du désir de sa mère il en éprouve un manque à être et fait l'expérience d'un laisser tomber possible. A partir de cette épreuve se joue pour lui un choix: être attiré par cette énigme ou la repousser avec horreur.

Le rejet de cette part insaisissable du désir de l'Autre dont il dépend fonde l'attitude paranoïaque de l'être humain qui tend à réduire cette énigme à des réponses qui font certitudes. La fonction fondamentalement destructrice de l'agressivité s'origine ainsi dans le refus de tout questionnement.

La médiation mettant en jeux un point de bascule possible entre altérité (ouverture, interrogation) ou destructivité (fermeture, certitude), la première tâche du médiateur ne consiste-t-elle donc pas à présentifier ce choix tels que les médians décident véritablement leur entrée dans le processus de la médiation?

2°

Ce choix étant posé, les médians prêts à s'engager, la deuxième tâche du médiateur est de poser le cadre de la médiation et d'énoncer les règles qui la rendent possible. Ce cadre n'a d'autre sens que de souligner un parti pris d'ouverture, d'accueil, et d'écoute qui établit les conditions possibles du dialogue.

L'adhésion des médians à ces conventions confirme leur engagement dans la médiation et le choix du questionnement de l'énigme plutôt que son rejet.

3°

Les conditions du dialogue établies, le médiateur peut inviter les médians à aborder le conflit. S'ouvre là un temps où il s'agit d'entendre les émotions et d'en soutenir l'énonciation. Le mouvement de la parole aborde souvent un domaine inconnu jusque là inabordable. On est dans un moment créateur, dans une avancée, dans un aller retour des signifiants de l'un aux signifiants de l'autre.

Si l'écoute du médiateur est inconditionnelle, est-elle sans limite?

Je voudrais poser une question: ce dialogue ne trouve-t-il pas ses véritables points d'avancée qu'à partir des scansions, des coupures, des ruptures que le médiateur dans son écoute va être amené à introduire? En effet, à tout moment, l'avancée du dialogue est compromise par des retours possibles à l'agressivité où se met en jeu pour chacun des participants un aspect insaisissable de son image qui réactive un sentiment de persécution.

Ces coupures introduites par le médiateur centrent la dimension symbolique du dialogue vers sa progression réelle.

Ces scansions qui interviennent sous des formes chaque fois singulières ne sont-elles pas à mettre en acte comme tiers agissant?

Leur fonction ne serait-elle pas à mettre au travail dans les analyses de pratique afin de prendre la mesure de leurs effets plus ou moins opératoires?

4°

Lorsque le dialogue s'est suffisamment instauré, souvent après plusieurs retours d'agressivité, des solutions et des accords sont alors susceptibles d'être inventés par les médians eux-mêmes.

A cette phase, les solutions tombant en quelque sorte comme des fruits murs, le signe que la médiation a véritablement fonctionné se trouverait dans la mise hors jeu du médiateur.

La réussite de la médiation se mesure donc au retrait et à l'inutilité du médiateur parallèlement à un horizon nouveau de créativité qui s'ouvre du côté des médians.

Le pouvoir de direction du médiateur n'étant pas l'effet de ses passions, en conclusion et en référence à l'article de Jacques Lacan sur La direction de la cure, je reprendrai trois points qui seraient communs à la médiation et à la démarche analytique:

- sa crainte n'a pas à être celle de l'ignorance mais de l'erreur,
- son souci n'a pas à être celui de ne pas décevoir, mais de satisfaire,
- son besoin n'a pas à être d'avoir le dessus, mais de diriger l'avancée du dialogue.

Du pouvoir et de l'autorité en Médiation Familiale

Agnès Van Kote

Médiatrice Familiale (Versailles)

Directrice (APME Médiation 78)

Coordinatrice Certificat Européen de
Médiation Familiale Internationale (IUKB)

Du pouvoir et de l'autorité en Médiation Familiale

Pour conclure, en réponse aux ateliers de la journée, un panel de médiateurs expose sa conception du pouvoir et de l'autorité dans l'exercice de leur art...

Intervenir en dernière position n'est pas une tâche facile. Comment ne pas redire ce qui fut, avec talent, évoqué durant ces deux journées particulièrement riches...

Comme les autres, j'ai moi aussi eu besoin d'aller chercher quelques références pour alimenter cette réflexion pour laquelle, je me suis située du point de vue de ma pratique de médiation.

Trois éléments en guise d'introduction :

- **Pouvoir** du latin *podir* « qui met quelqu'un en état d'agir », (*Dictionnaire historique de la langue française. Alain REY*).

- « **Etre responsable, c'est avoir un pouvoir sur un territoire donné, le pouvoir étant une capacité d'agir sur un territoire donné** » (*Alain ETCHEGOYEN, philosophe, au sujet de l'autorité parentale conjointe*). Le mot pouvoir a une acception positive et a à voir avec la responsabilité.

- **Autorité** du latin *auctoritas*, dérivé de *auctor*, ce qui signifie fondateur et aussi auteur (*responsable d'une œuvre*) (*Dictionnaire historique de la langue française. Alain REY*), ce qui ouvre à la création mais aussi à un autre aspect sémantique latin : autoriser...s'autoriser.

Penser l'espace de médiation comme un espace qui fait autorité c'est à dire qui est fondateur, qui ouvre à la possibilité de création, qui autorise et qui permet que les personnes puissent s'autoriser (fonction maïeutique). Cette perspective me paraît pleine d'intérêt et proche d'une conception de la médiation comme « espace de changement ».

Un constat :

Notre affirmation du « non pouvoir » du médiateur pour définir une des spécificités de sa posture et notre référence au processus d'empowerment « empouvoirisation » proposé comme essentiels dans certains courants de médiation axé sur la transformation, le changement.

Un enjeu de société :

Une « autorité » parentale conjointe pour les parents aujourd'hui, quelque soit la configuration de la famille, et qui constitue pour l'enfant un véritable repère d'autorité fondateur et structurant pour son développement.

Et une référence aussi à la notion de compétence et de pouvoir de compétence dans l'action professionnelle.

Et si les médiateurs avaient peur de leur pouvoir en médiation ?

Et si le fait d'affirmer le « non pouvoir » du médiateur même si cela est une fiction avait le mérite de circonscrire et de nommer cette part du pouvoir du médiateur que nous pourrions apprivoiser pour être encore plus opérationnel en médiation ?

Tentons de décrire quelques facettes de ce pouvoir du médiateur. Quatre observations puis trois réflexions :

- ***Le pouvoir d'accepter ou non de faire cette médiation là, avec ces personnes, et le pouvoir de l'arrêter à tout moment*** si le médiateur le juge utile. L'acte professionnel d'arrêter une médiation est toujours délicat et requiert toute la compétence du médiateur, preuve en est, le nombre de fois où cette question est abordée en analyse de la pratique. Il renvoie à la question du cadre et de la limite, limite de l'espace de médiation, des personnes et du médiateur. Cet acte professionnel rend compte aussi de la limite de la toute puissance du médiateur... qui ne peut « tout faire pour l'autre », au-delà du cadre qui lui est imparti.
- ***Le pouvoir des mots*** : nos manières de refléter et de reformuler, le choix de ce que nous éclairons ou questionnons dans l'entretien, la qualité de nos questions ont un impact sur les perceptions et représentations des personnes en médiation. Ne sommes nous pas alors dans une pratique d'influence telle que la définissait Jacques Rivaux (colloque APMF Paris 2003). Et puis il y a le rythme, les césures que nous impulsions à la dynamique de l'entretien. Sans oublier que derrière les mots il y a ce qui sous tend la médiation : des idéologies, croyances, valeurs, normes (telle la co-parentalité). Lorsque nous mutualisons, ou employons et répétons des terminologie comme « l'un et l'autre » nous emmenons les personnes vers du « co », de la même manière

que nous les emmenons vers du changement en ouvrant « comment pourriez vous imaginer faire autrement ? ».

- **Le pouvoirs des outils et stratégies choisis et mis en œuvre en médiation, des théories auxquelles nous nous référons** (sans parfois les avoir identifier et travaillées) et qui donnent sens et orientent l'action, « influencent » le cours de la médiation. Je prendrais un seul exemple : l'utilisation du paper board. C'est l'outil, par excellence, du médiateur. Il permet la visualisation, par tous. Il est l'outil d'une construction commune qui pré-suppose un choix des mots et des formulations inscrites. Il sert de support à l'utilisation d'outils graphiques (génogramme et toutes ses variantes, plannings, schémas, métaphores graphiques (autour des besoins de l'enfant, rôles ...). La qualité de l'écriture, du dessin, l'utilisation de flèches qui créent des hiérarchies, priorités, directions, causalités, et des couleurs : le rouge et le vert n'ont pas le même impact... Tout cela dessine un univers visuel qui n'est pas sans effet sur la perception et peut transformer la représentation qu'à chacun de la question qui est traitée en médiation. La compétence et les choix du médiateur sont déterminants : il propose, suggère... Enfin, ces paper-board sont affichés, et viennent, d'une séance sur l'autre, rappeler, répéter certains messages, inscrire durablement...
- **Le pouvoir de la personne du médiateur**, qui s'engage et vient soutenir l'un et l'autre en médiation, dans un moment de crise et de fragilité des personnes. La qualité de cette relation, qui varie d'une médiation à l'autre, et du lien qui s'instaure entre la personne du médiateur et chacun d'entre eux a un impact sur chacun

Vous l'avez compris, pour moi le médiateur a du pouvoir, un pouvoir lié à sa compétence. Quelques réflexions autour de ce pouvoir du médiateur en médiation :

- **Un pouvoir partagé, apprentissage de la co-responsabilité et expérience de la démocratie.** Quel enjeu dans notre société aujourd'hui et dans la cité ! Si j'ai du pouvoir dans l'espace de médiation, les personnes en ont aussi. Définir nos pouvoirs réciproques. Se donner des règles construites ensemble et qui nous engagent et qui nous donnerait la possibilité, donc le pouvoir, de nous contrôler sur nos « abus ».
- **Légitimité professionnelle/responsabilité professionnelle du médiateur :** En tant que professionnel nous avons une autorité de compétence reconnue qui nous donne des pouvoirs dans la conduite de notre intervention et les choix techniques que nous opérons. Elle nous confère aussi une responsabilité envers les personnes qui s'adressent à nous et la société qui nous reconnaît cette compétence. Avoir acquis cette reconnaissance est une étape importante dans l'évolution de la médiation familiale et nous ne pouvons qu'en être fier. Porter cette responsabilité aujourd'hui nous incombe et nous inquiète peut être. D'où l'importance d'espace collectif qui soutiennent et

garantissent notre compétence de médiation familiale et nous ne laisse pas dans l'isolement de nos pratiques.

- **La question éthique :**

Dans son ouvrage sur la médiation familiale, Justin Lesvesques parle d'« ...influencer en toute intégrité » ... La question éthique et le respect des principes éthiques de la médiation serait un gage d'une autre gestion des pouvoirs en médiation dans un contexte de conflit où les enjeux de pouvoirs sont omniprésents. L'un de ces principes est la possibilité donnée à chacun d'arrêter, à tout moment, la médiation et d'être respecté dans sa décision. Ce qui est à mettre sans doute en regard avec la garantie de la démarche volontaire des personnes et de l'indépendance du médiateur. La démarche volontaire des personnes requiert l'information mais aussi la motivation, c'est à dire la volonté, la capacité et la liberté de s'engager en médiation : principes de base de l'autodétermination dans la démarche. Et la construction d'une indépendance de l'espace de médiation requiert la vigilance incessante du médiateur quand aux dangers de l'instrumentalisation de la médiation par les instances dont elle dépend (prescripteurs et financeurs).

Communication Libre

Du conseil conjugal à la médiation familiale

Victoria MIZRAHI

*Vice-Présidente de l'Association Nationale
des Conseillers Conjugaux et Familiaux*

BONJOUR, je suis VICTORIA MIZRAHI

Tout d'abord Je tiens à remercier l' Association Pour la Médiation Familiale de m'avoir invitée à ce colloque afin de montrer le lien essentiel entre le métier de Conseil Conjugal & Familial et celui de la Médiation Familiale.

Petit clin d'œil : en 1987 j'ai eu une sensibilisation sur la Médiation Familiale, je n'ai pas accroché et 2 ans plus tard, j'ai fait la formation de Conseillère Conjugale & Familiale : pas de regret

Je suis Conseillère Conjugale & Familiale, J'exerce ici à La ROCHELLE en cabinet libéral depuis 6 ans

- je travaille également, en tant que thérapeute auprès de conjoints violents, et comme je suis sexologue,
- j'anime des groupes de paroles d'hommes et de femmes,

De plus,

- j'interviens comme formatrice sur « la prévention des violences et maltraitances » auprès des professionnels de la santé, de Travailleurs sociaux, mais aussi de gendarmes et de policiers,

Par ailleurs je suis Vice-présidente de l' Association Nationale des Conseillers Conjugaux Et Familiaux qui rassemble plus de 500 Adhérents venant de toutes les écoles agréées au niveau national.

C'est donc, d'autorité, dans cette commission libre, que je vais vous parler de cette profession.

Je rappelle les missions des Conseillers Conjugaux & Familiaux agréées par le ministère des Affaires Sociale selon la loi de mars 1993

1. sur le versant conjugal

Les missions concernent

- L'accueil de couples, ayant des problèmes de relations, de communication, de sexualité, de Violences Conjugales et Familiales,
- cet accueil concerne aussi, des personnes seules pour les mêmes problématiques
- L'information, dans les lycées et collèges, sur les différentes méthodes de contraception, et de faire des entretiens pré et post- Interruption Volontaire de Grossesse (IVG)

Ses missions concernent aussi

- L'accueil, l'Information, l'orientation de la population sur les questions relatives à la fécondité, la contraception, la sexualité et la prévention des Infections Sexuellement Transmissibles. (I.S.T), vers les Centres de Planifications et les Centres d'Orthogénie
- La préparation des jeunes à leur vie de couple et à la fonction parentale,

2. sur le versant familial

Les missions concernent

- L'accueil, le conseil, l'accompagnement des personnes se trouvant dans des situations difficiles liées aux dysfonctionnements familiaux :
Il peut s'agir de personnes Victimes de Maltraitements, d'Abus Sexuels, D'Incestes,
De Pédophilies, de Violences.

La Conseillère Conjugale & Familiale :

- Intervient dans le registre de la relation sexuelle, de l'intime, de l'affect, dans l'imaginaire et dans la réalité.

Dans l'imaginaire : c'est l'ouverture à toute la vie fantasmatique, les projections, les représentations idéalisées, que l'on se fait d'un conjoint, de ses enfants, de ce que devrait être un couple Etc.

Ce qui relève de l'imaginaire, ce sont les pulsions, les mirages, les rêves ! Les phantasmes !!!!

Notre travail permet de distinguer, ce qui concerne cet imaginaire et ce qui appartient à la réalité.

Dans un cas il s'agit de conciliation dans l'autre de réconciliation ou de restauration

- La Conseillère Conjugale & Familiale représente la position du « tiers neutre » du couple, elle « tient conseil » et, elle contribue à résoudre leurs difficultés relationnelles, affectives, sexuelles afin qu'ils repartent sur de nouvelles bases,

► Elle aide à identifier que dans le couple nous sommes 3 :

- M. et son histoire
- Mme et son histoire
- Le couple et sa singularité

Elle permet de découvrir cette part de l'autre qui est en chacun de nous.

Cette part de l'autre, par où, chacun, se reconnaît, à la fois différent et semblable,

Elle guide les personnes à faire des choix, leurs meilleurs choix pour avancer vers un fonctionnement différent, une re-construction,

- Elle concourt à faire des compromis, des négociations dans la synergie du couple, dans le re-nouveau de ce couple, à être acteur de sa propre vie
- Elle respecte les valeurs de chacun (sociales, religieux, cultures, politiques)
- Elle facilite le couple (en tant que support, béquille) à se positionner, s'exprimer, elle redonne la parole à chacun, dans une re- construction, d'analyser ses difficultés, affectifs, relationnelles et sexuelles,
- elle aide à re-tisser du lien !

Mais si, malgré ce travail, ces entretiens, ce retour sur soi, ces négociations, le couple fait le choix de se séparer :

ALORS

La Conseillère Conjugale & Familiale :

- veille, avant tout, à ce que le couple ait vraiment fait le travail de deuil de son histoire amoureuse, pour permettre qu'il n'y ait pas vraiment de conflits dans le devenir des enfants
- Elle permet que les désirs, les fantasmes du couple soient dépassés,
- Et elle vérifie qu'ils ne restent plus, aucun poids, aucune charge émotionnelle de ce passé amoureux, sexuelle, affectif.

Autres points d'importance quant à notre profession :

Il faut savoir que toute Conseillère Conjugale & Familiale possède :

- un métier de base, le plus souvent, dans le domaine médico-social,

Auquel s'ajoute

- une formation théorique et pratique de 560 H pour obtenir son attestation de Conseillère Conjugale & Familiale.

Cette formation est approfondie, au fur et à mesure, de sa pratique professionnelle, par des formations permanentes et multiples qui concernent aussi bien les domaines de la sexologie, du comportement des adolescents, de l'évolution des nouvelles sociétés, de l'homosexualité et des nouvelles parentalités,

De plus

- la Conseillère Conjugale & Familiale doit travailler avec une supervision, ou participer à une analyse de sa pratique,

Et enfin

- Au nom de sa déontologie, elle doit avoir fait une analyse personnelle, ou fait un travail sur soi,

Revenons au lien entre nos deux métiers

- Si lors des entretiens, le couple s'est déchiré, s'est agressé verbalement, et que la Conseillère Conjugale & Familiale a repéré certaines difficultés (conflit d'argent, de gardes, d'éducation,)
- Alors, elle oriente vers la médiation familiale, plus à même de régler ces conflits ouverts.
- Cette orientation se vérifie lorsque une séparation est conflictuelle et que le Juge des Affaires Familiales ordonne une médiation familiale.
- La loi est posée,
- Mais aussi réciproquement la médiatrice familiale, doit à son tour, si le couple n'a pas fini d'identifier ces problématiques, l'orienter vers la Conseillère Conjugale & Familiale afin que le travail de deuil soit fait, de leur histoire intime.

Là nos deux métiers viennent en complémentarité

Au nom de son éthique la Conseillère Conjugale & Familiale va orienter, aussi, vers un réseau d'autres professionnels (psychologue, psychiatre, travailleurs sociaux, médiateurs)

Le partenariat, les relais font l'essence de notre métier puisque la CCEF n'est pas toute puissante :

Il est donc important que chacun connaisse, au mieux, le métier de ses partenaires afin de ne pas être dans la toute puissance.

Ce serait dommageable pour les parents, les familles d'avoir à payer le prix de la non-connaissance des pratiques professionnelles de chacun.

Le Conseillère Conjugale & Familiale est donc « en amont » de la Médiation Familiale.

Pensez les uns et les autres d'aller à la rencontre des Conseillères Conjugales & Familiales de vos régions, de vos départements

Je vous remercie de votre attention.